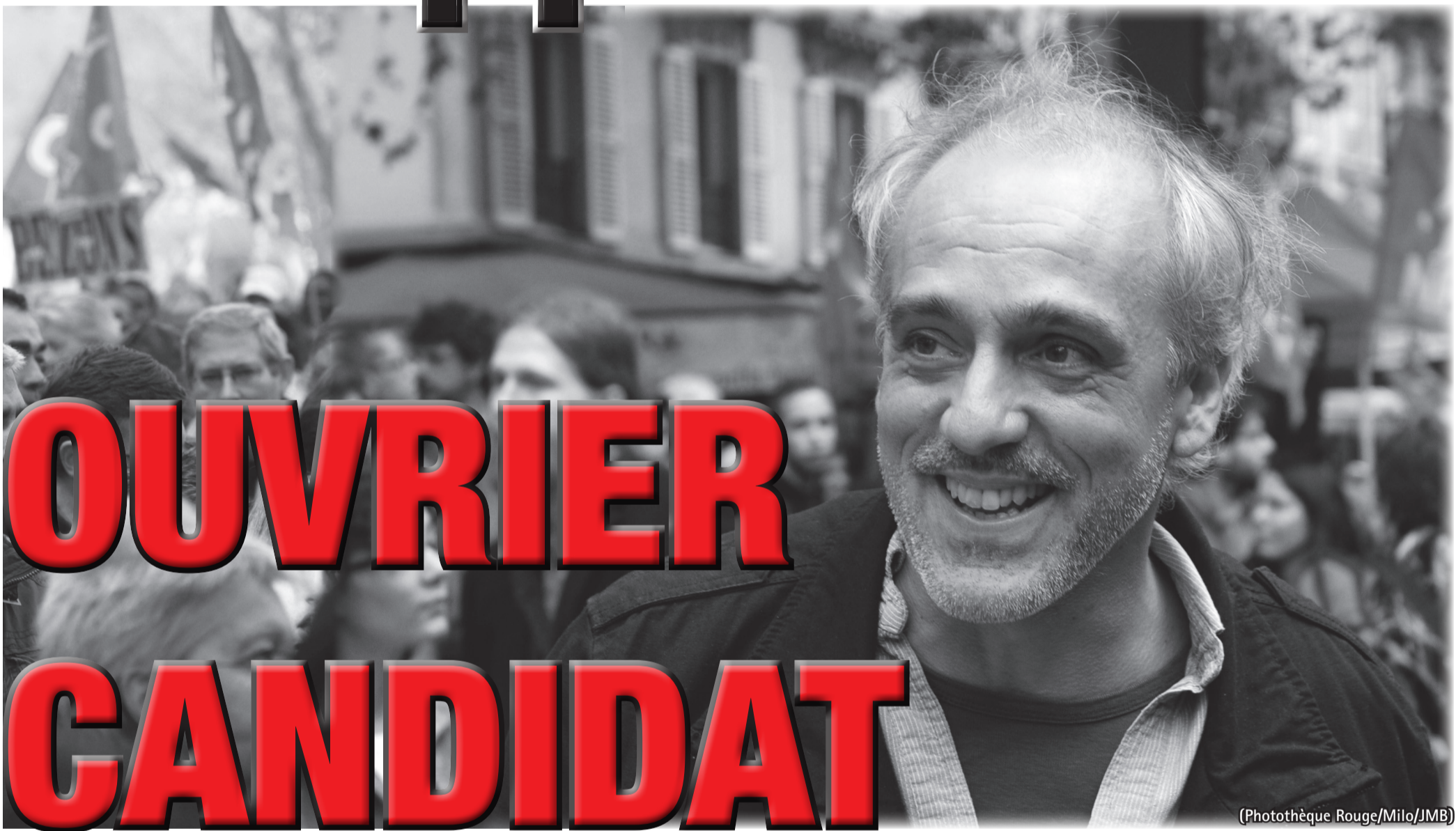


# Philippe Poutou



(Photothèque Rouge/Milo/JMB)

*Après de longs mois de mobilisation militante, les parrainages obtenus par Philippe Poutou, vont permettre qu'une voix anticapitaliste résonne dans la campagne pour l'élection présidentielle.*

**D**es mois sur les routes, un effort gigantesque, mais ça y est : nous avons réussi notre premier tour et décroché 573 signatures.

Au milieu d'une cohorte de politiciens professionnels, il y aura un ouvrier candidat, qui saura de quoi il parle, la crise, mais aussi l'expérience de la lutte contre les diktats d'une multinationale. Il se fera le porte-voix de la colère des classes populaires.

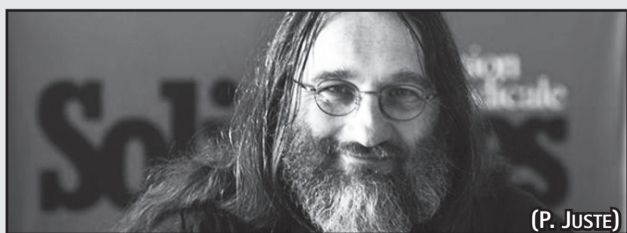
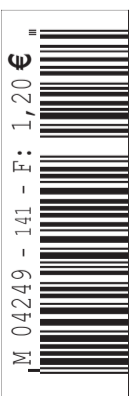
Il pourra aussi, même si on connaît les limites de la « démocratie médiatique », défendre une politique, la réponse anticapitaliste à la crise actuelle.

Cinq semaines de campagne s'ouvrent devant nous. Or le moins qu'on puisse dire, c'est que notre présence dans cette campagne est décidément indispensable !

Elle prend un tour de plus en plus choquant et révoltant. Le

président des riches se grime en candidat du « peuple », mais pour lui, cela signifie... faire la course avec l'extrême droite : il y aurait « trop d'immigrés en France », réélu il diviserait par deux l'immigration légale... Et de reprendre sa sale rengaine « trop de social tue la France ». Voilà le programme de la droite : discriminer et diviser pour mieux casser les droits sociaux et les salaires.

SUITE PAGE 2



**REGARDS** Entretien avec Christian Mahieux, sur la manifestation pour l'emploi, le 24 mars. Page 2

**AUX CAPITALISTES  
DE PAYER LEURS  
CRISES !**

**CAMPAGNE  
Poutou 2012.**  
Pages 4 et 5



**ACTU INTERNATIONALE**  
**Genève : acceptation d'une loi antimaniifs.**  
Page 9



**Agenda**

**22 mars, soutien au peuple portugais, rassemblement, Paris.** Manifestons notre solidarité avec le peuple portugais, qui sera ce même jour en grève générale contre l'austérité. RV à 18 heures devant l'ambassade du Portugal, rue de Noisiel, (M° Porte-Dauphine).

**23 mars, réunion publique NPA, Paris.** Réunion publique avec Alain Krivine. RV à 20 heures à l'Ageca, 177, rue de Charonne, Paris 11° (M° Alexandre-Dumas).

**23 mars, réunion publique santé, Saint-Denis.** Réunion publique du Collectif santé de Saint-Denis, avec le professeur André Grimaldi. RV à 19 heures, mairie de Saint-Denis, salle de la Résistance.

**23 mars, BDS, rassemblement, Pontoise.** Sept militantEs de la campagne Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS) doivent comparaître devant le tribunal de Pontoise pour une action en soutien au peuple palestinien. Un rassemblement est organisé pour les soutenir. RV à 12h30 devant le tribunal de Pontoise, 3 rue Victor-Hugo, (Transilien-H,J, RER-C Pontoise).

**24 mars, violences policières, manifestation, Paris.** Le Collectif Vies volées (qui réunit les comités Ali Ziri, Lamine Dieng, Mickaël Cohen, Mahamadou Marega, Abou Bakari Tandia et Abdelhakim Ajimi...) organise la seconde édition de la Commémoration nationale des victimes de la police. RV à 14 heures place de l'Opéra.

**24 mars, Marche pour l'emploi, Paris.** « Élections présidentielles ou pas : pour l'emploi et contre les licenciements et suppressions de postes, il y a urgence ! » à l'appel de Solidaires (lire ci-contre). RV à 13h30, place de la Bourse (M° Bourse).

**24 mars, Notre-Dame-des-landes, manifestation, Nantes.** Pour l'arrêt immédiat du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. RV à 13 heures Pont Morand pour une déambulation dans les rues de Nantes et à 15 heures place du Cirque.

**24 mars, Commune de Paris, conférence-débat, Marly-le-Roi.** Le Café-Repaire de Marly-le-Roi, Les Amis de la Commune, Les Rouges-Gorges, Attac 78 Nord, La Grande Relève organisent une conférence débat avec chants de lutte, sur le thème : « L'actualité de la Commune de Paris 1871 ». RV de 16 à 18 heures au Café-repaire de Marly-le-Roi, bar-restaurant Le Fontenelle, 30 rue Fontenelle, Marly-le-Roi (derrière la gare SNCF).

**29 mars, ciné-débat, Mantes-la-Jolie.** Projection-débat de *Tous au Larzac* de Christian Rouaud, organisé par Attac 78Nord, la Biocoop du Mantois et cinéma Le Chaplin. Le film sera suivi d'un débat avec Gilles Lemaire d'Attac France et ancien des comités Larzac, et Philippe Cacciabue, gérant de la foncière Terre de Liens. RV à 20h30 au cinéma Le Chaplin, place Mendès-France, Mantes-la-Jolie. Entrée : 4 euros.

**PHILIPPE POUTOU, OUVRIER CANDIDAT**

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

En face ? Le PS se garde bien de remettre en cause la politique anti-immigrés actuelle, fidèle non à des principes (elle n'en a plus depuis longtemps) mais à tous ses renoncements passés. Sur les salaires ? Sur les licenciements et le chômage ? Hollande n'a rien de clair à dire. Hallucinant !

**Notre campagne : anticapitaliste, écologiste, féministe, internationaliste**  
Philippe pourra au contraire faire entendre une voix internationaliste et proposer une réponse radicale à la crise. En mettant l'accent sur quatre axes urgents aujourd'hui : un bouclier social (avec l'interdiction des licenciements, une augmentation de 300 euros net pour tous, le partage du temps de travail à 32 heures par semaine, pour travailler tous) ; une fiscalité anticapitaliste et l'annulation de la dette ; la saisie des banques et la création d'un service public financier unifié ; la sortie du nucléaire en dix ans et le début d'une profonde révolution écologique. Tout cela est possible si on impose une autre répartition des richesses et si on remet en cause la toute-puissance des capitalistes sur l'économie.

Décalé notre programme ? Au contraire, il est nécessaire, face à la violence terrible de la crise. Il peut surtout être en résonance avec la colère de millions de gens qui aujourd'hui ne comprennent pas pourquoi ils devraient subir l'austérité, alors que les responsables de la crise, « le monde de la finance » comme dirait l'autre, banquiers, rentiers, patrons et riches en général, n'en souffrent pas et continuent au contraire de s'enrichir. Même Sarkozy et Hollande le sentent bien, quand ils évoquent (pour les vider de leur substance aussitôt) des taxes sur les grandes entreprises et les évadés fiscaux, ou une tranche d'impôt sur le revenu à 75%... À nous de marteler : c'est aux capitalistes de payer leurs crises !  
La révolte de notre camp social pourrait s'inviter dans la campagne électorale, à l'image des sidérurgistes de Florange, qui ont fait leur descente la semaine dernière au QG électoral de Sarkozy, et se sont heurtés à un mur de CRS. C'est de là que viendra la solution.  
Nous voulons proposer des perspectives, des réponses politiques concrètes et non des illusions comme « changer la gauche » ou « la révolution par

les urnes » qui conduisent aux déceptions et à la démoralisation. Cette campagne doit permettre de voter pour dégager Sarkozy, sans se faire d'illusions sur un éventuel gouvernement socialiste. Elle doit permettre aussi de préparer toute la période qui va suivre, en popularisant nos idées, en dénonçant la dictature du profit sur la société et nos vies, mais aussi en rendant possibles, avec tous les militants de la gauche sociale et politique dont nous partageons la révolte, les combats unitaires qui seront nécessaires. Nous voulons contribuer à la convergence des luttes, pour résister dans l'unité aux licenciements et aux politiques d'austérité de gauche comme de droite. Nous voulons aider à l'émergence d'une alternative au social libéralisme et ses alliés, en travaillant inlassablement au rassemblement des anticapitalistes.  
Ainsi, en bousculant le jeu institutionnel, notre campagne sera utile à notre camp social. Elle est pour chacune et chacun un instrument pour préparer dès maintenant l'après-2012.  
**Yann Cézard**

**regards**



C. Mahieux. (P. JUSTE)

Propos recueillis par Sandra Demarq

**Le 24 mars, manifestons pour l'emploi !**

Entretien avec Christian Mahieux, membre du secrétariat national de Solidaires.

**L'Union syndicale Solidaires appelle à une manifestation nationale pour l'emploi le samedi 24 mars, place de la Bourse.**

**Peux-tu nous dire le pourquoi d'une telle initiative ?**  
La première raison, c'est la situation sociale : plus de 5 millions de chômeurs et chômeuses, plus de 8 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté... et les « plans sociaux » s'accroissent, les suppressions d'emplois publics se multiplient, le chômage partiel, le temps partiel imposé, les emplois précaires sont présentés comme les seules solutions. Pendant ce temps-là, les discours politiques se succèdent, laissant patrons et actionnaires poursuivre la destruction des emplois et de nos vies.

La période électorale amène à une succession de « visites aux salariéEs ». En soi, ce n'est évidemment pas négatif ; mais est-ce positif pour les luttes sociales, dès lors qu'il s'agit bien d'aller « les voir », pas de s'atteler concrètement à leur renforcement, à leur coordination, à les faire gagner ? Or, c'est bien là l'essentiel ; en tous cas, pour nous, telle est la responsabilité du mouvement syndical, à qui il revient d'agir sur ce terrain y compris en période électorale !

**Y aura-t-il des boîtes en lutte ? Si oui lesquelles ?**

À la suite d'autres initiatives prises en commun, l'intersyndicale de PSA Aulnay appelle à la manifestation ; cela montre que, même dans un contexte social difficile, même avec des rapports intersyndicaux parfois conflictuels, l'unité est possible, dès lors qu'on agit en fonction des préoccupations des travailleurEs et de la nécessité de construire un rapport de forces face au patronat. Les camarades de Virgin, confrontéEs à un plan de fermeture de plusieurs magasins et donc aux licenciements, appellent à la grève ce 24 mars. Bien d'autres entreprises où il y a des luttes (ça ne manque pas, même si quelques-unes seulement sont médiatisées !) seront représentées : du secteur automobile, de l'industrie plus globalement, du commerce, mais aussi de la chimie ou des transports urbains par exemple.

Le secteur public aussi est concerné : tant par les suppressions d'emplois que par les luttes ! Les associations de chômeurEs seront également présentes le 24.

**Et comment cette initiative a-t-elle été reçue par les autres organisations syndicales ?**

L'intersyndicale nationale est utile quand le front unitaire propose et organise des actions à la hauteur des enjeux, du rapport de forces nécessaire, des attaques patronales ; ce n'est pas le cas ces derniers mois, mais l'unité demeure nécessaire. C'est pourquoi, dès notre appel public du 1<sup>er</sup> février nous disions : « la manifestation du 24 mars n'est la propriété de personne, nous la construisons avec tous les collectifs syndicaux et les salariéEs qui se reconnaissent dans l'exigence du droit à l'emploi, la lutte contre les licenciements et les suppressions d'emplois ». De même, nous en avons fait part lors de la réunion intersyndicale nationale, le 9 février. Malheureusement, sans surprise, il n'y a eu aucun écho à notre proposition. Sur l'aspect intersyndical, il faut pointer un autre problème : trop peu d'équipes syndicales CGT (voire FSU

ou autres) se sont emparées de notre proposition de manifestation, ont publiquement pris position pour soutenir une telle initiative, ont indiqué leur volonté de la construire ensemble : même parmi celles largement influencées par des « militantEs révolutionnaires ». Cela rappelle les difficultés que nous avions eu en 2010, durant le mouvement pour les retraites, lorsque nous avions lancé un appel de syndicalistes pour construire ensemble la grève générale : beaucoup des mêmes n'avaient pas voulu, publiquement et dans les faits, aller au-delà des consignes confédérales. Il est nécessaire de retravailler ensemble, à l'amélioration de la convergence entre collectifs syndicaux combatifs.

**Et après ? Quelles sont les perspectives ?**

Après ? La lutte continue, l'action syndicale se poursuit quotidiennement. Et c'est aussi à travers cette pratique de tous les jours, que se construisent les luttes de demain ; aussi bien les luttes locales et/ou catégorielles que les mouvements interprofessionnels d'ampleur, car il y a un lien entre les deux... c'est cela le syndicalisme de transformation sociale qui, sur le fond ne fait que reprendre en l'actualisant la « double besogne » de la Charte d'Amiens !  
Il faudra bien évidemment reprendre des initiatives à caractère national ; des choses se préparent autour de sujets essentiels comme « la dette », les traités européens, etc. À ce propos, une de nos priorités devrait être la construction d'une riposte syndicale européenne à la hauteur de ce que la situation impose. Là encore, il s'agit bien de prendre les moyens de « construire » ce que nous voulons, pas de se contenter de commenter les initiatives prises par des appareils bureaucratiques, certes forts critiquables mais qui, après tout, ne font que jouer leur rôle d'appareil.



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)





# « Nicolas Le Pen »

Dans sa chasse aux électeurs, le racisme omniprésent dans les arguments du président-candidat. Pour cela, il n'hésite pas à remettre en cause les accords de Schengen, lançant des ultimatums aux « États passaires », sans se préoccuper des contradictions avec son discours selon lequel il serait impossible de remettre en cause les traités européens.

C'est sous le titre choc « Nicolas Le Pen » que le *Wall Street Journal* a rendu compte, le 13 mars, du discours de Sarkozy à Villepinte avec sa charge contre les « États passaires » qui laisseraient l'immigration déferler et menacer l'Europe, obligeant selon lui à réviser les accords de Schengen. Et d'ajouter : « Même selon les critères locaux, le récent accès de xénophobie du président français est d'un grand cynisme [...] Le débat sur l'immigration est principalement une diversion vis-à-vis de l'anxiété des Français envers leur État-providence de plus en plus branlant ». De fait, le président-candidat a réussi à susciter l'opposition ou le malaise dans pratiquement tous les pays et chez la plupart de ses pairs. L'ancien Premier ministre belge et actuel président du groupe libéral et démocrate au Parlement européen, Guy Verhofstadt, s'est lui aussi demandé : « Qui est le candidat de l'extrême droite en France, Le Pen ou Sarkozy ? »

## Posture

C'était évidemment l'effet recherché. Nul doute qu'il y ait dans l'attitude de Sarkozy et de ses partisans une forte dose de posture, de démagogie électorale. Pour espérer l'emporter, Sarkozy doit absolument gagner ou regagner des électeurs de Le Pen, au premier comme au second tour – et il s'emploie à la tâche par tous les moyens possibles, en flattant et alimentant les pires préjugés nationalistes et racistes. Nombre de commentateurs, notamment européens, signalent le caractère incongru de son « exigence » d'une réforme des accords de Schengen, alors qu'une proposition dans ce sens de la commission européenne est déjà en cours d'examen. Au-delà, une sortie de la France de Schengen demanderait une modification des traités européens, cela même que Sarkozy et l'UMP



écartaient, car impossible par principe, à l'occasion du débat sur la « règle d'or » de super austerité dans l'Union européenne. C'est du coup le PS qui est monté en première ligne pour défendre la convention de Schengen... De quoi s'agit-il exactement ? Institutionnaliser à l'échelle européenne par le traité d'Amsterdam de 1997, l'espace Schengen (qui réunit aujourd'hui 27 pays européens) institue un contrôle strict des entrées sur le territoire européen (« visas Schengen »), assorti de toute une série de contrôles et de mesures de coopération policière et juridique, en échange de la suppression des frontières et de la libre circulation des personnes à l'intérieur de ce même territoire ; libre circulation néanmoins souvent théorique, comme le montrent régulièrement les blocages aux frontières de manifestants ou encore le sort réservé, l'an dernier, aux malheureux réfugiés tunisiens. Toujours est-il que globalement, grâce au

dispositif de Schengen, les capitaux et les marchandises entrent librement en Europe, mais pas les personnes. C'est un des fondements de la construction de cette Europe impérialiste, qui exploite les pays dépendants en s'appropriant à bas prix leurs matières premières, mais interdit son accès à leurs populations paupérisées ou les cantonne dans la précarité et la misère.

## Politique raciste

Mais au-delà de la posture et de la course aux électeurs du FN, Sarkozy s'inscrit aussi dans la continuité de sa propre politique raciste, mise en œuvre par Besson et Hortefeux puis par Guéant. Une politique qui vise à diviser les opprimés en stigmatisant les plus vulnérables d'entre eux, comme hier les Roms ou aujourd'hui les musulmans à travers la honteuse polémique sur le halal. Selon ce discours bien rodé, le supposé (et nullement prouvé) « afflux »

d'immigrés extra européens se ferait au détriment des salaires et de l'emploi des nationaux. Comme si le patronat avait besoin de l'immigration pour licencier, délocaliser (dans les pays d'où proviennent les mêmes immigrés...), bloquer les salaires et accroître les profits des actionnaires !

## Contre l'Europe forteresse

Contre cette politique mais aussi contre Schengen, ses frontières et ses polices, plus généralement les institutions de l'Union européenne, nous défendons pour notre part la libre circulation et installation des travailleurs, la régularisation de tous les sans-papiers, l'égalité de tous les droits sociaux et politiques. C'est la seule voie permettant aux exploités de se battre, ensemble, pour arracher de meilleures conditions d'existence. C'est aussi un pilier central du combat pour une autre Europe, démocratique, des travailleurs et des peuples.

Jean-Philippe Divès



Par Myriam Martin

## L'HORREUR

Lundi 19 mars, 8 heures du matin à l'école juive Ozar-Hatora à Toulouse, c'est l'entrée en classe. Des enfants et des parents attendent devant l'école. Soudain, c'est l'horreur, un homme casqué descend de son scooter et tire. Il tue un père et ses deux enfants, il pénètre dans l'école et poursuit une fillette et la tue à son tour. Tout a été exécuté froidement. L'homme prend la fuite. Ce qui est insoutenable n'est jamais imaginable. Et nous ne pouvons imaginer que de tels actes barbares puissent se produire. Pourtant un poison mortel, la haine, la haine de l'autre, peut malheureusement conduire à l'ignoble. À l'heure où ces lignes sont écrites, cette tuerie présente plus que de sérieuses similitudes avec les meurtres de quatre jeunes parachutistes quelques jours auparavant à Toulouse et Montauban. Même arme, même mode opératoire, mais ce qui est à relever, c'est que les victimes étaient d'origines maghrébines et antillaises. Les victimes sont donc arabes, noire et juives. Des cibles potentielles pour un néonazi, même si la piste, dans un premier temps évoquée, des trois soldats aux idées nazies, renvoyés du 17<sup>e</sup> régiment parachutiste de Montauban, semble abandonnée. Un tueur fou diront certains. Un monstre ivre de haine raciste, xénophobe et antisémite. Mais ces actes abjects n'ont pas été commis dans un ciel serein de fraternité. Ils interviennent dans un climat nauséabond entretenu par l'UMP, son candidat, président sortant, qui utilise à tour de bras le discours anti-immigrés, stigmatisant les « étrangers », les désignant à la vindicte populaire. De surenchère en surenchère, l'UMP rivalise sur le terrain du racisme et de la xénophobie avec le FN. C'est dans ce climat que la tuerie de Toulouse s'est déroulée. Pour l'heure, il s'agit surtout de manifester notre solidarité pleine et entière avec les victimes. Mais il s'agit aussi de poser rapidement les jalons d'un mouvement antiraciste, pour l'égalité des droits. Il y a urgence à répondre au poison de la haine raciste.

## Succès éclatant du 4<sup>e</sup> Forum alternatif mondial de l'eau à Marseille

Le Forum alternatif mondial de l'eau (Fame) a réuni près de 5 000 personnes, dont 3 000 Français. Il s'est conclu samedi dernier par une manifestation massive particulièrement dynamique et festive, animée par les représentants d'associations de 57 pays, et par un grand concert mêlant la jeunesse marseillaise et les militantEs venuEs du monde entier.

### L'échec du forum des marchands

Il a éclipsé, pour la première fois, le Forum mondial de l'eau, dont la sixième édition se tenait simultanément de l'autre côté de Marseille. Car ce rassemblement illégitime, organisé à grand frais d'argent public par le gouvernement français, la ville de Marseille et le Conseil mondial de l'eau, conglomérat de transnationales, d'autorités étatiques diverses et d'agences de l'ONU, n'a pas réussi à faire oublier le bilan désastreux du dogme de la marchandisation de l'eau et l'échec général des solutions basées sur la recherche du profit maximum. Aussi il n'a réuni que la moitié des invités annoncés et s'est déroulé dans une ambiance morose. Ce « Davos de l'eau » est condamné à périr. La crise de l'accès à l'eau et à l'assainissement frappe 3 milliards

de personnes. Cet élément essentiel à toute vie est partout gaspillé et pollué par le productivisme généralisé et l'extractivisme<sup>1</sup> frénétique, capté de force par les États les plus puissants, comme Israël, détourné par les usages des dominants, privatisé au détriment de la santé et de la dignité des plus pauvres qui ne peuvent pas payer l'eau potable et l'assainissement, profits compris.

### Enthousiasme, chaleur et fraternité pour un forum de combat, le Fame

Une majorité de femmes et de jeunes affluant des cinq continents ont convergé toute la semaine, pour rejoindre le grand nombre d'hébergements solidaires et le Dock des Suds où le Fame s'est principalement déroulé. Fruits de plus de 200 contributions discutées depuis un an entre militantEs de l'eau, 55 ateliers, regroupés en 11 thèmes, ont été le lieu de débats fraternels, sérieux et approfondis ; 40 films militants ont été projetés. Partout l'échange et le débat passionné entre militantEs défendant la même cause. Nous avons entendu la voix tonitruante des militantEs d'Amérique du Sud, d'Afrique et de Palestine. Partout, de façon précise, documentée, avec l'aide d'experts, nous

avons dénoncé la loi du plus fort dans les rapports entre États, le productivisme, l'extractivisme et le capitalisme vert, refusé la privatisation de la terre et de l'eau, les partenariats public-privé et les délégations de service public confiées aux multinationales comme Veolia et Suez.

### Les solutions des peuples

Nous avons étudié nos solutions à la crise de l'eau et de l'assainissement, les financements publics, les échanges et les partenariats public-public, les expériences de gestion collective, démocratiques et publiques, les solutions techniques écologiquement soutenables, comme le lagunage<sup>2</sup> et les toilettes sèches. Nous nous sommes quittés en constatant qu'une étape était franchie vers un grand mouvement mondial pour la gestion publique et démocratique du bien commun que sont l'eau et l'assainissement. Bernard Mounier

1. L'extractivisme (francisation du portugais extrativismo) est un système d'exploitation se résumant à la cueillette à des fins commerciales des ressources naturelles non ligneuses de la forêt.  
2. Le lagunage est une technique naturelle d'épuration des eaux.





## En campagne

### Mélenchon, « l'insurrection civique » et la question du... gouvernement

Après le succès de la « prise de la Bastille », le Front de gauche devra gérer ses contradictions.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont répondu, dimanche dernier, à l'appel du Front de Gauche à « reprendre la Bastille » dans une grande marche pour la VI<sup>e</sup> République « sociale, laïque et écologique », ce 18 mars, date anniversaire du début de la Commune de Paris en 1871. Une succès qui confirme la dynamique engagée autour de Jean-Luc Mélenchon au moment où celui-ci se félicite d'avoir franchi la barre des 10% dans les sondages, un score à deux chiffres. Et effectivement, Mélenchon bénéficie du tournant qu'a connu la campagne quand, par leurs luttes, les salariéEs d'ArcelorMittal, de Pétroplus, de Fralib ont obligé les candidats à venir faire un tour à la sortie des usines ou à la cantine et imposé la question sociale dans le débat politique. Fidèle à lui-même, le candidat du Front de Gauche parle de... « mélenchonisation » de la campagne. La formule, pour le moins exagérée, contient une part de vérité : le succès de Mélenchon et celui du rassemblement de la Bastille, sont une manifestation du mécontentement ouvrier et populaire qui cherche un moyen de s'exprimer dans la campagne, de se faire entendre et utilise, pour une part, le candidat du Front de Gauche. L'alliance du PCF avec le Parti de gauche, petit parti né de la rupture de Mélenchon avec le PS, auxquels s'ajoutent des petits groupes de la gauche radicale, réussit, sur la base du mécontentement et de la crise, à prendre corps, à créer une dynamique. Indiscutablement et c'est plutôt une bonne chose. Mais cela ne valide en rien la politique du Front de Gauche ni ne supprime ses contradictions.

Le discours de la Bastille en est d'ailleurs une démonstration, un discours de 20 minutes faits de généralités, appelant à « une insurrection civique qui va se donner rendez-vous dans les urnes pour commencer la révolution citoyenne afin de d'améliorer la vie du peuple qui pâtit », et ponctué de références à la patrie et au peuple de France !

Ce discours intervient au moment où commence une nouvelle étape pour le FdG. Pour continuer de progresser, Mélenchon doit donner à sa campagne un nouvel objectif. Passer les 10%, c'est fait. Aller au-delà implique comme objectif d'inverser le rapport de forces avec le PS. La question gouvernementale ne se pose plus alors simplement en cas de victoire de François Hollande, elle devient la question clé si Mélenchon pose au rassembleur de toute la gauche pour disputer à Hollande la pole position.

Jusqu'alors Mélenchon pouvait garder ses distances et laisser Pierre Laurent expliquer : « Les majorités politiques se constituent au moment des législatives. C'est à ce moment là que l'on tranchera, pas avant. Comme en 1981 ». Il est maintenant dépassé par son succès. S'il dispute le leadership à Hollande, il est obligé, à court terme, de dire clairement sa politique. La discussion n'est plus participation ou pas, mais une politique de gouvernement pour rassembler toute la gauche.

Nous verrons comment le Front de Gauche gèrera ses contradictions. Mais nous savons, par l'expérience passée, que les grandes phrases masquent des calculs électoraux bien moins grands qui ont conduit non seulement à des déceptions mais à désarmer le mouvement ouvrier au moment où la bourgeoisie engageait dans les années 1980 son offensive libérale. C'est bien pourquoi il est indispensable que nous soyons présents dans cette campagne pour préparer, aider les travailleurs, la jeunesse à refuser toute politique d'austérité de droite ou de gauche, à défendre leurs propres intérêts, pour aider aussi aux rassemblements de tous les anticapitalistes.

Yvan Lemaitre

## Fiscalité : un pseudo-débat, de réels enjeux

Divers sondages sont parus, tendant tous à confirmer le désintérêt d'une forte fraction de l'électorat pour la présidentielle. Sans doute n'est-ce pas le pseudo-débat sur la fiscalité qui fera changer d'avis à ces électeurs...

Sarkozy a récemment déterré un projet élaboré en son temps par Strauss-Kahn et visant à faire payer les « exilés fiscaux », ces contribuables très riches qui partent pour profiter d'une fiscalité moins élevée dans des pays tels que la Suisse. Dans la foulée, Hollande a revendiqué la paternité du projet, puis c'est l'équipe de Mélenchon qui s'y est collée : « Le plus important, c'est que c'est le Front de Gauche qui a instauré cette idée au cœur du débat, lors de cette campagne. La preuve : cette revendication populaire a été captée par les autres candidats », explique-t-on au PG.

Ce n'est évidemment pas le NPA qui ira défendre le sort de ces « exilés » fiscaux. Mais on ne peut ignorer le dérisoire d'une mesure dont la faisabilité est d'ailleurs l'objet de savants débats. Les estimations de ce que rapporterait cette mesure varient selon les projets et les évaluations. Mais tous parlent de quelques centaines de millions d'euros, une somme dérisoire...

Peu avant, Hollande avait créé la « surprise » en annonçant la création d'une tranche d'imposition à 75% pour les revenus supérieurs à 1 million d'euros en cas d'élection. Il semble que cette dernière proposition visait à endiguer la montée du soutien à Mélenchon. La réalité est que là encore, les sommes en jeu sont dérisoires, vu le nombre de contribuables concernés. Ce que Sarkozy n'a pas manqué d'indiquer, traitant au passage Hollande de « cynique ».

### LES ENJEUX RÉELS

La question fiscale mériterait un tout autre débat. Il faut en effet avoir à l'esprit qu'au fil des années, la pression fiscale sur les privilégiés n'a cessé de baisser.

Le taux le plus élevé de l'impôt sur le revenu était encore de 65% en 1986, de 56,8% en 1995, de 41% en 2011... Autre façon d'appréhender la chose : l'impôt sur le revenu s'élevait à 4,3% du PIB en 1990. On en est actuellement à 2,5%. Encore faut-il ajouter que cet impôt pèse relativement plus sur les classes populaires que sur les hauts revenus. On en est rendu à un point où certains économistes de droite préconisent tout bonnement d'en finir avec l'impôt sur le revenu – son recouvrement coûterait plus qu'il ne rapporte. À l'opposé, de nombreuses voix à gauche s'élèvent contre un système fiscal de plus en plus injuste, généralement pour préconiser une fusion de l'impôt sur le revenu et la CSG (taxe à taux fixe, donc injuste).

Mais de cela, Hollande ne peut pas plus parler que Sarkozy. On a en effet appris début



que François Hollande ne céderait à aucun « grand soir fiscal ». Le projet voté la main sur le cœur par les dirigeants du PS prévoyait pourtant une réforme fiscale « en profondeur ». Mais son candidat ne se sent en rien obligé par ce projet. Dans ce contexte, il n'a plus d'autre recours que des postures plus ou moins crédibles...

Pascal Morsu

## échos de campagne

### 200 personnes à Chambéry pour « l'Oscar du petit candidat »...

Mardi 13 mars, le meeting de Philippe Poutou a rassemblé au moins 200 personnes à Chambéry, obligeant les organisateurs qui n'avaient pas prévu une telle affluence à aller chercher en urgence plusieurs dizaines de chaises. Notre camarade Myriam Combet a ouvert la réunion, en présentant l'originalité de la candidature Poutou, suivie par une militante de Sortir du Nucléaire et un anticapitaliste grec qui est intervenu sur la mise au pas de son pays par Sarkozy. À quelques jours du 8 mars, Alice nous a parlé des droits des femmes, avant que le conseiller municipal NPA de Chambéry, Laurent Ripart, ne décrive la politique de chasse aux pauvres que la municipalité socialiste mène dans notre ville.

Dès les débuts de son intervention, Philippe Poutou a annoncé qu'il avait remporté l'Oscar du petit candidat, en obtenant ses 500 signatures. Son discours pêchu a été apprécié par la salle qui s'est bien retrouvée dans le thème de la dignité populaire qu'il a longuement développée. Le meeting nous a montré que le discours et la personnalité de Philippe attirent un public populaire qui se reconnaît dans sa dénonciation d'une société qui s'attache à rendre invisible les plus pauvres et aspire à se doter d'une représentation politique à son image, en rupture avec la caste de politiciens professionnels dans lesquels les classes laborieuses ont perdu toute confiance.

Le meeting s'est terminé par un apéritif, au cours duquel Philippe a pu dédicacer quelques-uns des 58 exemplaires de son livre qui ont été vendus dans la soirée. Un dîner militant a clos une réussite reconnue par tous, à commencer par le Dauphiné Libéré qui a consacré le lendemain sa Une à la venue de Philippe à Chambéry. Un comité de soutien s'est mis en place et s'est réuni pour la première fois le jeudi 15 mars.

Correspondant

### Olivier Besancenot à Cahors

Une centaine de personnes ont assisté à la réunion publique du NPA du Lot à Cahors avec Olivier Besancenot. Après des interventions d'une représentante du Comité contre le gaz de schiste, d'un jeune sur les problèmes rencontrés pour trouver du travail dans le Lot, celle d'une camarade sur la casse des services publics et Olivier, un long débat s'est installé.

Les questions et points de vue ont été nombreux, tant sur la campagne que sur la démocratie, les expériences autogestionnaires, les formes de résistances, etc. Très remarquable, l'intervention d'un camarade syrien sur les massacres en Syrie et l'organisation de luttes. La réunion s'est terminée par l'Internationale. Une réunion très politique et fraternelle.

Correspondant

### À la fac de Paris 8 avec Alain Krivine

Paris 8, a été récemment le lieu d'une forte agitation politique quand, sous la pression du Crif, la présidence de la fac a décidé d'annuler un colloque sur « Israël, un État apartheid ? » initié par le collectif Palestine dans lequel nous intervenons (lire p.10). C'est dans ce contexte d'intérêt politique que notre comité a invité Alain Krivine, le 14 mars. Sont aussi intervenus un postier en lutte, un militant grec et une militante de la fac devant plus de 150 personnes, une première pour le NPA à Paris 8. Le débat a tourné autour de notre position sur le Front de Gauche. Si nous luttons avec eux, notre vision du pouvoir diverge. Nous pensons que sans l'intervention directe des travailleurs et des jeunes mettant en place leur propre gouvernement, il ne peut y avoir de changement. On a aussi eu l'occasion de défendre notre programme concernant les femmes et les jeunes. Un meeting réussi qui atteste de l'intérêt croissant des jeunes pour la politique.

Correspondant



## Une réussite à Limoges

Effet des 500 signatures obtenues, c'est dans une salle surchauffée par une température printanière et l'affluence (près de 200 personnes) que s'est tenu le meeting de Philippe Poutou. D'abord un petit tour d'horizon des activités locales du NPA Limousin : intervention d'une conseillère municipale de Limoges sur l'action des trois élus (NPA-Alternatifs) ; une autre sur la situation sociale et les combats menés localement. Un militant sur la dette et ses conséquences et les collectifs qui s'activent dans la région. Et pour finir, un élu NPA de la liste Limousin-Terre de Gauche du conseil régional qui a expliqué toutes les difficultés que rencontrait le groupe face à la gouvernance socialiste libérale de la région. Devant un public populaire, nouveau pour une bonne partie, avec de nombreux jeunes, curieux, Philippe a salué la lutte des travailleurs d'Albany où 133 salariés ont empêché la fermeture de l'usine... pour l'instant. Ils ont

cherché et trouvé des appuis auprès des syndicats, de la population, des partis et des élus locaux. Ils ont aussi fait monter l'indignation au niveau national et utilisé l'élection présidentielle pour avoir un relais médiatique de poids. C'est aussi sous les applaudissements que Philippe a conclu sur le caractère international de la réponse à la crise : la solution réside dans une convergence des luttes au niveau international face aux capitalistes qui eux ne connaissent pas de frontières à l'exploitation.

Puis la discussion a porté sur la ligne à grande vitesse (LGV) Limoges-Poitiers, la responsabilité de l'Europe dans la crise, les deux candidatures LO-NPA, le deuxième tour, l'interdiction des licenciements, les difficultés de la jeunesse scolarisée issue des milieux populaires, la difficulté de nous organiser pour résister... Un pot en fin de meeting a permis de conclure la soirée de manière très chaleureuse.

**Hubert**



(DR)

## À Alençon, Philippe candidat...

C'est à Alençon, ville de 29 000 habitants, sinistrée économiquement depuis la fermeture de Moulinex, que Philippe Poutou a tenu son premier meeting de «vrai» candidat, après le dépôt des dernières signatures, le matin même au Conseil constitutionnel.

Après la traditionnelle conférence de presse, Philippe est intervenu en direct dans le journal de France 3 Basse-Normandie. Le soir, 100 personnes étaient présentes, dont plusieurs avaient participé au processus de constitution du NPA, et près d'un tiers de jeunes, lycéens, étudiantEs de l'IUT d'Alençon, étudiantEs sur Caen et jeunes précaires. Cela faisait bien longtemps que l'on avait vu aussi peu de têtes grises et autant de jeunes à une réunion militante!

Christine Coulon, conseillère municipale d'Alençon, représentant l'opposition de gauche à la mairie PS-PC-citoyens dits alternatifs, a ouvert le meeting, rappelant le parcours de combattantEs qu'a constitué pendant de longs mois la recherche des parrainages. Puis Fred, militant NPA et membre du réseau Sortir du nucléaire a rappelé l'urgence nécessaire d'apporter des réponses radicales, anticapitalistes à la crise écologique, conséquence d'un système économique dans une course perpétuelle au profit et à l'accumulation.

Ensuite, Philippe, chaleureusement applaudi, s'est exprimé durant une heure sur la situation sociale et politique, défendant l'idée d'une nécessaire mobilisation unitaire contre les licenciements et les destructions d'emplois de services publics. Il a indiqué que le NPA faisait cette adresse à tous et toutes, syndicalistes, militants du Front de Gauche, de Lutte ouvrière. Maintenant. Et que d'ores et déjà, il fallait préparer l'après-deuxième tour pour construire une opposition à l'austérité de droite ou de gauche. Des



(DR)

questions diverses se sont succédé ensuite, sur la dette, les raisons des faibles mobilisations le 29 février, la nécessité de lutter à l'échelle internationale etc. Discussions qui se sont poursuivies autour d'un pot.

**Correspondant**

## Lettre aux organisations de gauche pour une marche pour l'emploi

Depuis 2008, le nombre d'emplois supprimés dans l'industrie, dans les entreprises privées et dans la fonction publique se compte par dizaines de milliers. Pas une semaine ne passe sans l'annonce de la fermeture d'un site (PSA, ArcelorMittal, Lejaby, Petroplus...), de la suppression de centaines d'emplois dans telle ou telle entreprise (Adecco, Fram,...). Le chômage explose.

Ces suppressions d'emplois répondent à l'exigence des grands groupes, de leurs actionnaires, d'augmenter la rentabilité sans aucune considération pour l'utilité sociale des divers secteurs de l'économie touchés. Les travailleuses et les travailleurs licenciés se retrouvent jetés dans la misère, faisant plonger avec eux leur famille et des bassins économiques entiers. La violence des licenciements est proportionnelle à l'avidité du patronat d'augmenter toujours plus ses profits.

Dans le même temps, l'État applique le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant

à la retraite. Au nom de la réduction des déficits et du remboursement de la dette.

Dans le cadre de l'élection présidentielle, la question de l'emploi est au cœur de la campagne. Pour notre part, nous sommes révoltés quand le candidat-président Sarkozy ou la candidate du FN Le Pen se pavent devant des entreprises en difficulté, eux qui sont les ennemis des salariés du public comme du privé.

Des initiatives locales existent de façon isolée. Des manifestations ou des rassemblements ont lieu entreprise par entreprise. Solidaires appelle à une manifestation nationale à Paris le 24 mars pour le droit à l'emploi, la CGT à une journée nationale d'action le 22 mars. Toutes ces initiatives vont dans le même sens. Mais aujourd'hui elles ne convergent pas et ne permettent pas de regrouper dans un combat commun l'ensemble du monde du travail.

Puisque nous allons chacune devant les entreprises

soutenir les salariéEs menacés, proposons ensemble une action commune, par exemple une « marche pour l'emploi », à Paris, avant le 22 avril : pour la défense de l'emploi, contre les suppressions de postes et les fermetures de sites. Cette proposition pourrait être faite à l'ensemble des salariéEs victimes de licenciements et/ou de fermeture de sites, aux organisations syndicales, à l'ensemble des salariéEs (du public comme du privé), aux mouvements de chômeurEs...

Nous sommes bien évidemment disponibles pour une rencontre afin de discuter des propositions et modalités concrètes. Dans l'attente de votre réponse, veuillez recevoir nos salutations militantes.

**Philippe Poutou, Christine Poupin et Olivier Besancenot**

(Destinataires : Alternatifs, Alternative libertaire, EÉLV, PCF, PG, GU, Fase, C&A, Lutte ouvrière, Parti socialiste)

### MEETINGS AVEC PHILIPPE POUTOU

**Vendredi 23 mars, Furiani.** Réunion publique organisée par A Manca à 18 heures au cinéma de Furiani avec la participation de Philippe Poutou et d'Olivier Besancenot.

**Lundi 26 mars, Clermont-Ferrand.** Réunion publique à 20 heures, salle Duclos, 21 rue Gaspard-Monge.

**Mardi 27 mars, Tours.** Réunion publique, salle familiale des Fontaines, 8bis, avenue de Milan.

**Judi 29 mars, Nantes.** Réunion publique à 20 h 30 Salle Bretagne 23, rue Villebois Trams 3 arrêt Poitou.

**Vendredi 30 mars, Le Mans.** Réunion publique à 20 heures Salle du Royal 409 avenue Félix Geneslay.

**Lundi 2 avril, Rennes.** Réunion publique à 20 h 30 Carrefour 18, 7, rue d'Espagne M° Henri-Fréville.

**Mardi 3 avril, Caen.** Réunion publique à 20 h 30, centre de congrès, avenue Albert-Sorel.

### AVEC OLIVIER BESANCENOT

**Mardi 27 mars, Quimper.** Réunion publique à 20 h 30, salle du Chapeau rouge, 1 rue du Paradis.

**Mercredi 28 mars, Lorient.** Réunion publique à 20 heures, salle Courbet, 83, rue de l'Amiral-Courbet.

**Judi 29 mars, Paris 13°.** Réunion publique à 19 h 30, boulevard Auguste-Blanqui, M° Place-d'Italie.

**Vendredi 30 mars, Cergy.** Réunion publique à 20 h 30, maison de quartier des Touleuses, place des Touleuses.

**Mardi 3 avril Pantin.** Réunion publique à 20 heures, salle des Gavroches, 12 rue Scandicci.

### MÉDIAS

**Judi 22 mars, Public Sénat,** à 19 heures, avec Olivier Besancenot.

**Judi 22 mars, France culture,** de 12 h 30 à 12 h 55, avec Philippe Poutou.

**Vendredi 23 mars, Canal +,** la matinale, de 7 h 40 à 8 heures, avec Philippe Poutou.

**Dimanche 25 mars, France inter,** « Les 3D », de 13 h 30 à 14 heures, avec Philippe Poutou.

**Samedi 24 mars, La Voix est libre** sur France 3 Ile-de-France, à 11 h 30, avec Christine Poupin.

À SUIVRE SUR  
[www.poutou2012.org](http://www.poutou2012.org)



# LICENCIEMENTS, FERM

**M**algré la forte tentation de tirer une fois de plus les débats politiques sur les questions de l'immigration et de la sécurité, les questions sociales s'imposent de manière exceptionnelle dans la campagne présidentielle. Alors que les «quartiers», les classes moyennes étaient au centre des séquences électorales précédentes, cette fois, chaque semaine les candidats sont présents devant une porte d'usine, rencontrent des salariéEs en lutte pour leur emploi. On est loin de la «biologisation» de la vie des entreprises et de l'emploi. Oubliées les célèbres déclarations de Parisot, «*La vie, la santé, l'amour sont précieuses, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi?*» ou celles, récurrentes, sur la vie et la mort inéluctables des entreprises. Oubliés aussi les aveux de Jospin, en 2002, à l'annonce de la fermeture de Renault Vilvoorde : «*Je ne peux pas apporter une réponse à une question industrielle*» ou aux suppressions d'emplois chez Michelin : «*l'État ne peut pas tout*». Sarkozy «sauve» Lejaby ou Photowatt. Hollande promet une loi instituant «*l'obligation de céder un site industriel si l'une des offres proposées reçoit la validation du tribunal de commerce et un avis positif des instances représentatives du personnel*». Bayrou prétend instituer une obligation de «*produire français*». Mélenchon promet l'interdiction des licenciements boursiers. Ce n'est évidemment pas spontanément que tous se présentent comme les plus ardents défenseurs du travail et de la classe ouvrière. Ce sont les mobilisations déterminées des travailleurEs de M-Real, Lejaby, Fralib, PSA, Arcelor, etc. qui ont imposé ces postures.

Mais promettre, magouiller des solutions provisoires ne suffit pas. L'urgence sociale demande des solutions à la fois immédiates et durables. Les salariéEs de Continental, après s'être battus pour la sauvegarde de l'usine, ont placé le plus haut la barre dans la logique du «faire payer» au maximum les patrons pour leur «forfaiture sociale». Les New Fabris, Rencast, Molex et bien d'autres, ont dû se replier sur cette bataille pour la taille d'un chèque et une recherche bien aléatoire d'un nouvel emploi. D'autres ont, avec des succès plus ou moins complets, réussi à sauvegarder un site, une partie des emplois. SBFM, Fonderie du Poitou, Ford, autant de victoires significatives.

Mais la nouveauté réside dans la recherche de solutions alternatives posant la question de la propriété privée de l'outil de production. Chez Pétroplus, Arcelor, Fralib, les débats, les mobilisations tournent autour de l'appropriation par les salariéEs de la production, des outils de production. L'expropriation, la nationalisation, les Scop (société coopérative ouvrière de production devenue participative) des Scic (société coopérative d'intérêt collectif) autant d'alternatives qui constituent un socle aux mobilisations, à leur coordination, pour aller vers une concrétisation de l'interdiction des licenciements indissolublement liée à une réduction du temps de travail.

Robert Pelletier



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

## Crise industrielle et crise du capitalisme

**P**ourquoi les sites industriels sont-ils si souvent menacés voire fermés pour certains? Le sujet s'est invité dans la campagne électorale parce que les salariéEs concernés ont su interpeller les candidats et peser sur le débat public. Mais aussi parce qu'il nous ramène à l'une des données constantes du capitalisme, que la crise actuelle rend plus visible.

Depuis 2009, l'industrie manufacturière a détruit plus d'emplois qu'elle n'en a créés : près de 100 000 emplois industriels perdus sur trois années pendant que 879 sites étaient fermés pour 494 créations. Il y a donc eu 385 disparitions nettes de sites industriels occasionnant autant d'effets collatéraux sur une ville ou une région.

Les raisons en sont multiples : effets d'une longue période de croissance molle en Europe, en partie due à la faiblesse de l'investissement et avant même que ne survienne la récession, déplacement de la structure de consommation finale vers les services au détriment des biens manufacturiers, mise sous contrôle des marchés publics, la transformation de certains marchés en marchés de simple remplacement (l'automobile par exemple), sans oublier les gains de productivité.

### Le naturel revient au galop

Mais plus fondamentalement ce sont les dérégulations européennes, financières et sociales, avec l'objectif de permettre aux grands groupes de disposer d'une sorte de terrain d'essai pour attaquer très vite le marché mondial (économie de moyens, partenariats et fusions, pression sur les coûts du capital). Il fallait que l'Europe, régie comme une zone de libre-échange, permette à ces groupes, trop longtemps nationaux, de se consolider au plan continental et de se transformer en groupes mondialisés. Leur dimension euro-stratégique s'est construite parallèlement à leurs ambitions mondiales. Les années 1990 ont vu la disparition rapide des maillages industriels nationaux au sein des grandes firmes. Plutôt que d'immobiliser du capital dans chaque pays pour produire à peu près la même chose, le nouvel espace de libre circulation des marchandises et des capitaux facilitait la relocalisation sur un nombre plus réduit de sites des productions tournés vers l'ensemble du marché continental, voire mondial. La fonction managériale de «directeur industriel Europe» se généralisa. L'ouverture vers l'Europe centrale conforta ces effets d'échelle et permit d'économiser des coûts tout en absorbant de nouveaux gains de productivité.

Mais, le mouvement du capital à sur-accumuler est inexorable et cette contradiction se confirme sous forme de cycles. L'espace européen, censé favoriser des économies de moyens et une rationalisation des investissements affiche brutalement des surcapacités productives dans un certain nombre de secteurs, à commencer par celui de l'automobile. Sur-accumulation due, notamment, à la manière dont chaque firme s'est saisie de l'opportunité de l'Europe centrale en y investissant massivement ou en libérant de nouvelles capacités productives grâce aux synergies des fusions-absorptions.

S'ouvre alors une nouvelle phase de destruction de capital et de nouvelle ré-allocation des investissements - cette fois-ci en élargissant le périmètre géographique : les pays du Golfe pour le raffinage (Total), le Maroc pour l'automobile (Renault à Tanger), etc. Le mariage de PSA et de GM n'est-il pas en partie justifié par la recherche de synergies dans l'espoir de remédier à leurs surcapacités respectives en Europe? Lorsque la rentabilité des capitaux investis fléchit, le système cherche une planche de salut temporaire dans son redéploiement opérationnel.

La concurrence par les coûts de main-d'œuvre n'est donc qu'un aspect du problème. La réorganisation mondiale en cours dépasse cette seule considération, notamment dans des filières où le coût salarial est très inférieur au coût des matières premières ou aux coûts publicitaires par exemple! Et d'autres facteurs géopolitiques peuvent encore intervenir comme dans l'industrie du

pétrole et du gaz.

Par contre, l'impact de ces réorganisations sur l'environnement (branche (filiales, sous-traitants et PME) est majeur. Les capacités de production, réduction du carnet de commandes, absorption-dépeçage ou dépôt de bilan pur et simple, la cascade est redoutable.

### L'adieu au «grand village européen»

C'est alors que surgit la question du coût du travail. Le libéralisme n'a eu de cesse de mettre en concurrence les entreprises. Aussi, dès que surgit un nouveau grand marché de l'investissement il n'est jamais question d'une question intra-européenne et non simplement d'une question de régulation, mais bien de jouer les têtes de pont compétitifs des uns contre les autres.

Au-delà des effets de délocalisation lointaine évoqués, la question posée par les fermetures de sites est une question intra-européenne et non simplement d'une question de régulation, mais bien de jouer les têtes de pont compétitifs des uns contre les autres. Au-delà des effets de délocalisation lointaine évoqués, la question posée par les fermetures de sites est une question intra-européenne et non simplement d'une question de régulation, mais bien de jouer les têtes de pont compétitifs des uns contre les autres.

Comment comprendre celui qui déclarait : «*Je veux une France qui dira aux Européens : nous ne sommes pas en concurrence avec eux, nous sommes en concurrence avec nous-mêmes*»? Comment comprendre celui qui déclarait : «*Je veux une France qui dira aux Européens : nous ne sommes pas en concurrence avec eux, nous sommes en concurrence avec nous-mêmes*»? Comment comprendre celui qui déclarait : «*Je veux une France qui dira aux Européens : nous ne sommes pas en concurrence avec eux, nous sommes en concurrence avec nous-mêmes*»?

Si notre sort ne dépend plus que de nous... qu'allons-nous faire de la mondialisation? Si notre sort ne dépend plus que de nous... qu'allons-nous faire de la mondialisation? Si notre sort ne dépend plus que de nous... qu'allons-nous faire de la mondialisation?

et des actionnariats? Qu'allons-nous faire de la mondialisation?



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

européenne? Et des traités européens? N'y a-t-il pas à clamer soudain que l'économie française doit se défendre contre tous, alors que tout le contraire a été fait de la question n'est pas de revenir à la situation industrielle d'il y a vingt ans; ce n'est ni souhaitable ni envisageable. La question n'est pas de revenir à la situation industrielle d'il y a vingt ans; ce n'est ni souhaitable ni envisageable. La question n'est pas de revenir à la situation industrielle d'il y a vingt ans; ce n'est ni souhaitable ni envisageable. La question n'est pas de revenir à la situation industrielle d'il y a vingt ans; ce n'est ni souhaitable ni envisageable.

Claude Gabriel



# FERMETURES : QUE FAIRE ?

## Lejaby : la victoire par la lutte !

**D**ans cette entreprise d'Yssingeaux, en Haute-Loire, créée en 1975, qui ne compte en 2012 que 90 femmes et trois hommes, une lutte exemplaire par son unité, sa détermination et ses liens de solidarité, a permis le maintien de 100% des emplois. Après avoir mené des luttes, pas toujours victorieuses (emploi, contre-réforme des retraites, salaires) quelque chose s'est passé lors de ces semaines de mobilisation. Tout est parti d'une colère contre la fermeture de leur atelier et l'injustice des licenciements.

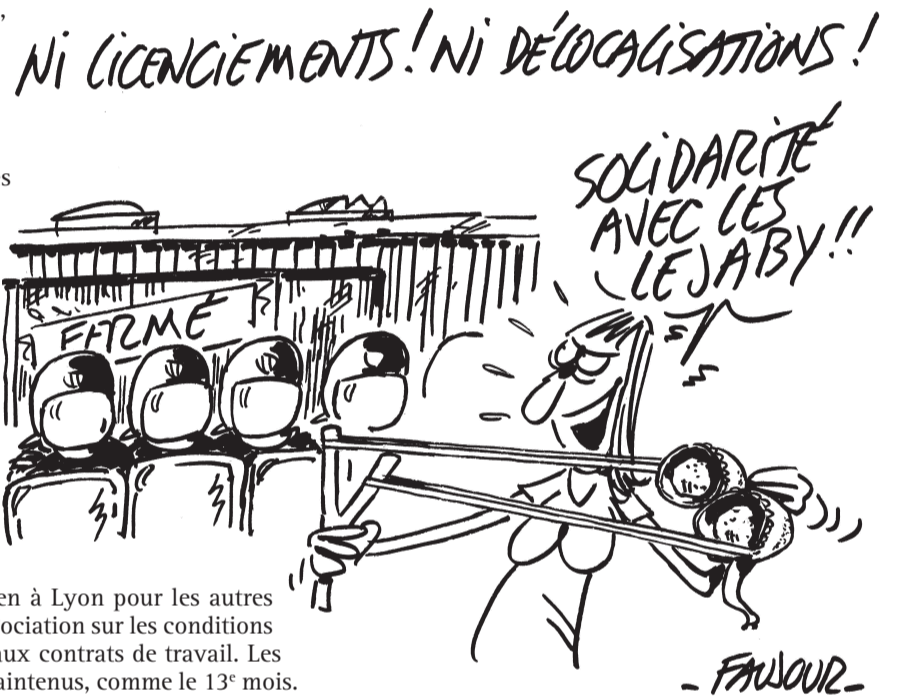
Leur réaction vient de loin. Des luttes passées, celles de 2010, lors du dernier plan social où les salariées des autres sites ont attiré les projecteurs sur les Lejaby. Le 27 octobre 2011, elles manifestent au siège de Rillieux-La-Pape contre le dépôt de bilan, participent le 13 décembre au rassemblement interpro à Yssingeaux, manifestent une nouvelle fois à Rillieux le 22 décembre et se rassemblent le 4 janvier 2012 devant la préfecture du Puy-en-Velay. Le 16, c'est le tournant de la lutte. La décision d'occuper l'entreprise est votée. Après une nuit d'occupation, manifestation à la cour des Voraces, haut lieu de l'histoire des Canuts de Lyon au XIX<sup>e</sup> siècle et rassemblement de colère au tribunal de Commerce. Le 18, jour du sommet « antisocial » à l'Élysée, c'est l'attente interminable au Puy, devant la permanence du ministre Wauquiez, de la décision du tribunal de commerce. À l'annonce de la fermeture, c'est l'explosion de colère et de larmes devant les chaînes de radios et télévisions. Le 19, l'AG, unanime, demande des préretraites, la revalorisation des primes de licenciement et un plan de réindustrialisation du site.

Tous les jours, l'ensemble du personnel est présent. Campagne électorale oblige, le pouvoir prend conscience que la mobilisation risque de lui coûter cher. L'AG adresse une première lettre ouverte au président. Le ministre Wauquiez, qui annonçait quinze jours plus tôt que le travail et les « charges » étaient trop chers en France, se rend à l'entreprise pour

annoncer neuf projets de reprise ! La presse nationale et internationale couvre quotidiennement les événements d'Yssingeaux. Le 29 janvier, lors d'un de ses sketches télévisés, Sarkozy annonce qu'il ne laissera pas tomber les Lejaby d'Yssingeaux. Le lendemain, dans une nouvelle lettre ouverte, l'AG lui demande du concret. L'histoire s'accélère, le ministre présente le repreneur Rabérin comme sous-traitant du groupe LVMH de Bernard Arnault, l'ami du président... Les sacs de luxe Vuitton remplacent les soutiens-gorge Lejaby. Toutes les salariées seront reprises en CDI le 1<sup>er</sup> mars. C'est une victoire totale. Pour remercier ceux qui les ont soutenues, habitants, associations, commerçants, une dernière manifestation est organisée à Yssingeaux, puis une journée porte ouverte de l'entreprise où participent plus de 1 200 personnes ! Une délégation est invitée à l'Élysée. Les salariées d'Yssingeaux s'extirpant de Sarko et de ses ministres, en profitent pour parler seules à la presse pour rappeler le sort des autres sites Lejaby. Elles refusent d'être utilisées pour faire oublier le bilan catastrophique de l'emploi du quinquennat qui enfin s'achève. Le 9 février, après une manifestation de soutien à Lyon pour les autres salariées, s'ouvre la négociation sur les conditions de reprise et de nouveaux contrats de travail. Les salaires de base sont maintenus, comme le 13<sup>e</sup> mois. Le travail a repris le 1<sup>er</sup> mars aux Ateliers du Meygal,

nom de la nouvelle société. Le seul point politique négatif est de ne pas avoir réussi à convaincre toute la gauche de venir unie pour les soutenir. Bien sûr, la situation électorale leur a été favorable, mais cette victoire est bien la leur. Leur outil est un syndicat (l'UD CGT43), unitaire et combatif qui de bout en bout les a aidées concrètement à construire et poursuivre leur mobilisation jusqu'à la victoire. Un combat qui paraissait perdu d'avance s'est transformé en victoire totale car elles l'ont mené toutes ensemble ! Leur mode opératoire est la clé de la réussite...

Correspondant



## « Plus que jamais des indignés, pas des résignés ! »

Table ronde avec Georges Marto, Roland Leboucher, Thierry Philippot, Jean-Yves Lemahieu, Thierry Hamelin et Christian Vallée, militants de la CGT M-real.

### Quelle est la situation aujourd'hui ?

**Roland :** M-real va fermer. Après quatre ans de lutte pied à pied contre le dépeçage progressif de notre usine, les lettres de licenciement vont tomber le 2 avril. **Georges :** Comme on s'est bien battus, on a obtenu un PSE avec des congés de reclassement et indemnités de bon niveau (90 000 euros de prime additionnelle en moyenne pour 20 ans d'ancienneté), et l'accord pour qu'un repreneur puisse produire du papier, ce dont M-real ne voulait pas du tout au départ. Du coup on s'est retrouvés devant un drôle de choix. Soit accepter le PSE, soit tenter de le faire invalider dans l'objectif d'obtenir mieux, mais en prenant aussi le risque de se retrouver sans rien. Il y a eu 98% pour la première option. Le 30 mars, on termine par un grand banquet.

**Jean-Yves :** Le combat continue pour le redémarrage le plus vite possible. Deux repreneurs sérieux sont encore là. L'un d'eux veut aussi redémarrer l'usine de pâte fermée en juin 2010 et produire de l'agrocarburant à partir de la biomasse, avec raffinage chez Pétroplus à hauteur de 20% de sa capacité. Une quinzaine de personnes restent pour la maintenance et pour préparer la réindustrialisation.

**Georges :** Rien n'est assuré. Ainsi la préfecture se contenterait bien d'un port fluvial et d'une base de transbordement. Mais pour nous, pas question de renoncer à de l'activité formatrice de matière.

**Christian :** Si nous en sommes là, c'est parce que nous n'avons rien lâché. Ce n'est pas gagné, mais si ça redémarre, il faudra bien reprendre les gars, vu le niveau de technicité, mais avec perte des avantages acquis.

**Jean-Yves :** Il faut revenir sur les étapes de notre combat : nous avons d'abord cherché à rassembler autour de nous autour de la revendication : « interdiction des licenciements chez M-real comme ailleurs », malheureusement sans succès. Puis, avec le militant de la CFE-CGC, nous avons lancé le « collectif pour le maintien et le développement de l'emploi chez M-real ». EÉLV, le NPA, le PCF, le PS y ont

collaboré avec les élus des communes environnantes. C'est comme ça que la mayonnaise a pris. L'un des plus beaux moments, c'est ce samedi où nous avons remis nous-mêmes en route la production et que 2 500 personnes sont venues. **Thierry H. :** Nous ne pouvions pas mieux faire, mais il est intolérable qu'une usine puisse fermer parce que des actionnaires ont décidé que c'est bon pour leurs profits, au mépris de la vie et de l'avenir des 700 personnes qui badgeaient sur le site et de leurs familles.

### Que pensez-vous de la loi « M-real-Arcelor » présentée par le PS ?

**Thierry Ph. :** Ce projet pour empêcher les fermetures là où il y a un repreneur sérieux, nous le portons depuis un moment. Malgré notre insistance, il est arrivé bien trop tard pour nous. L'UMP a refusé que cela sauve quelques milliers d'emplois. Le PS a au moins le mérite de l'avoir repris. Eva Joly était d'accord puis n'a plus donné de nouvelles. De même Mélenchon, venu il y a deux mois, et qui clamait qu'une semaine suffirait pour présenter ça au Sénat. Pour relativiser, il faut savoir qu'il y a cinq mois, sur proposition du conseiller général PCF, il y avait eu un vote UNANIME du conseil général, puis du conseil régional, demandant à l'État d'exproprier pour permettre la vente. On sait ce que valait un tel engagement pour M. Le Maire, conseiller régional et ministre. Mais le PS n'a rien fait de plus...

Cela dit, M-real reste une exception : en général, il n'y a pas de repreneur du tout ! Alors, comme je l'ai déclaré lors de la venue de Bernard Thibaud : « je forme le vœu que notre flambeau soit repris par d'autres, et que cela débouche enfin sur un grand mouvement pour l'emploi qui fasse réfléchir les possédants et les licenciés. »

Propos recueillis par Pierre Vandevoorde

ensemble d'une  
ur : diminution  
e commandes,  
ple. L'effet en

avail... L'euro-  
ce les systèmes  
d déplacement  
politique glo-  
que l'on nous  
r sur les avan-

galement pré-  
es est d'abord  
français. Alors  
cadre ration-  
tion, l'horizon  
le cadre hexa-  
zy ! Suivre le  
parts de mar-

ax être le pré-  
voulons l'Eu-  
lles nations ne  
nos valeurs ne

s-nous faire de  
, des capitaux  
anque centrale



pas embrouille  
e dresser seule  
epuis 30 ans ?  
industrielle d'il y  
ole. Mais, c'est  
ogressivement  
s territoires et  
us les flux de  
besoins collec-  
agriculture...  
à la recherche  
re.

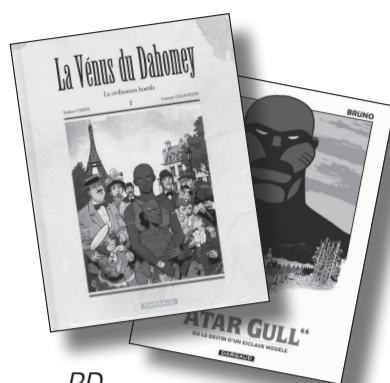
la droite et au  
Le remodelage  
on sur le redé-  
nés de services  
été qui ne soit





www.cieparechoc.com

La compagnie Pare-Choc (ex-Voyages en scène) propose un nouveau spectacle intitulé *Filles de mai* et celui-ci vaut le détour ! Durant 40 minutes, les trois pseudo-conférencières de la compagnie théâtrale reviennent sur les grands combats féministes du XX<sup>e</sup> siècle : du droit de vote à la légalisation de l'avortement, c'est un retour sur un siècle de combats féministes qui est mis en scène. Ce spectacle à la fois drôle et instructif repose la question de l'égalité entre les hommes et les femmes au milieu de Barbie et de robots Moulinex. Tout un programme ! N'hésitez pas à contacter la compagnie pour la programmer dans votre ville.



BD

**LA VÉNU DU DAHOMEY, tome 1**

Galandon, Casini

Dargaud / 13,90 euros

**ATAR GULL, Ou le destin**

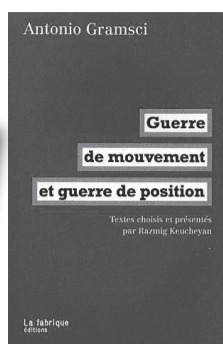
**d'un esclave modèle**

Nury, Brïno

Dargaud / 16,95 euros

Sortie simultanée de deux BD concernant l'esclavage et la colonisation. Dans *La Vénus du Dahomey*, Diamanka, guerrière amazone, est recrutée pour se produire dans des spectacles dans le «village nègre» du Jardin d'acclimatation. Un scénario qui présente l'avantage d'une héroïne féminine, qui malgré son double statut de femme et de «race inférieure», ne se laisse pas faire. Autre histoire de révolte, celle d'*Atar Gull*, imaginée par Fabien Nury et dessinée avec tout son talent habituel par Brïno. Fils d'un roi africain, véritable force de la nature, Atar Gull est acheté par un planteur en Jamaïque et ne pense dès lors plus qu'à se venger de ceux qui l'ont transformé en esclave. Une histoire sombre qui suit toutes les étapes de la traite, avec des personnages secondaires très réussis, comme ce négrier pirate sans foi ni loi.

Sylvain Pattieu



LIVRES

**GUERRA DE MOVIMENTO E**

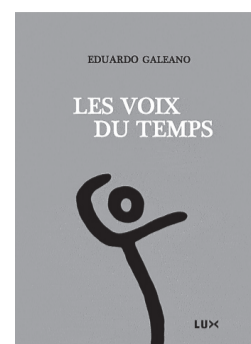
**GUERRA DE POSIÇÃO**

Antonio Gramsci

La Fabrique / 17 euros

«Il faut empêcher ce cerveau de penser», déclarait le procureur fasciste qui condamna Antonio Gramsci en 1926. Ce que souligne cet ouvrage présenté par Razmig Keucheyan, c'est la nouveauté de la pensée intellectuelle dans les rapports de classes. Avec le fondateur du PC italien, sont formalisées des notions telles que l'hégémonie intellectuelle de la bourgeoisie, ou comme le titre l'indique, le concept de guerre de position et guerre de mouvement ou révolution permanente de Trotsky. On retiendra cette formule : «*Tous les hommes sont intellectuels ; mais tous les hommes ne remplissent pas dans la société la fonction d'intellectuels.*» C'est peut-être sur ce thème que les explications de Razmig Keucheyan sont les plus fournies car ici Gramsci a prévu l'importance de cette classe dans l'occupation tactique des médias. C'est aussi pourquoi il a fondé des revues, comme *Ordine Nuovo*, et des journaux, réalisant l'importance de l'éducation du peuple.

Christophe Goby



LIVRES

**LES VOIX DU TEMPS**

Eduardo Galeano

Traduit de l'espagnol (Uruguay)

par Alexandre Sánchez

Lux / 20 euros

Les lecteurs de *Tout est à nous !* connaissent déjà le parcours et les dons exceptionnels de Galeano, observateur engagé du continent sud-américain, auteur à 30 ans des *Veines ouvertes de l'Amérique latine* (1971), et aujourd'hui un des écrivains les plus respectés et écoutés de cette partie du monde. Après les remarquables *Paroles vagabondes*, le même éditeur rend accessible au public francophone *Bocas del Tiempo* (2004), livre tout aussi réussi, incisif et charmant à lire comme à relire. Quelque 300 chroniques, illustrées de dessins au trait d'artistes anonymes de la région de Cajamarca au Pérou, recueillis par Alfredo Mires Ortiz et datant parfois de plusieurs millénaires, invitent à méditer sur la «discordance des temps» révélée par notre sinistre époque, à imaginer des temps meilleurs pour tous, et à apprécier le rôle que devra y jouer la poésie, d'après tout ce qu'elle déploie ici d'enchantements et de cocasseries dans son usage de l'analogie.

Gilles Bounoure



MUSIQUE

**SPARROWMANIA**

Mighty Sparrow

Strut

Toutes les formes de musique ont connu leur King, parfois autoproclamé, souvent sanctifié par l'histoire. Elvis Presley sans conteste pour le rock'n'roll ou Solomon Burke dans la soul (au grand désespoir de James Brown). Et la calypso de Trinidad s'est donnée corps et âme à Mighty Sparrow. Car si elle ne connut jamais la gloire internationale du reggae, elle possède avec ce chanteur fantasque et classieux un incroyable ambassadeur, ici compilé lors de sa meilleure époque et au mieux de sa forme. Revigorant la calypso traditionnelle, vulgarisée par Harry Belafonte, il lui insuffle la vitalité de la soul, du boogaloo ou encore la grandiloquence des crooners à la Sinatra. Romance et espiègleries grivoises cèdent même parfois alors la place au heures sombres du moment, comme dans le significatif *Kennedy & Kroutchev*, rappelant que ces artistes fournissaient aussi une source d'information souterraine aux plus démunis qui fréquentaient les bars de Port of Spain.

King Martov

l'essai

LE CAPITALISME EN

DIX LEÇONS

TEXTE DE MICHEL HUSSON, DESSINS DE CHARB

Éditions Zones

256 pages

16 euros



Le livre écrit par Michel Husson est accompagné de dessins désopilants de Charb. Les «dix leçons» constituent les dix chapitres du livre et permettent de passer en revue successivement la genèse du capitalisme, l'origine du profit, le développement des inégalités, une réflexion sur les besoins, des rappels sur la marchandisation, l'hypothèse du capitalisme vert, une analyse de la mondialisation, une description de l'Europe libérale, une analyse des crises, la financiarisation. Par la variété des sujets abordés et la clarté globale de son écriture, c'est bien un manuel utile et une source de réflexion pour celles et ceux qui ne se résignent pas à voir dans le capitalisme un «horizon indépassable» pour reprendre l'expression de Michel Rocard. Il est impossible de développer ici tous les aspects qui nous ont semblé particulièrement intéressants. On se limitera donc à deux d'entre eux.

Le premier est une réflexion sur la fin et les moyens dans la gestion de l'économie. Sous le capitalisme, note Michel Husson, c'est l'exigence de maximisation du profit qui détermine les priorités, notamment celles de l'investissement. Le socialisme au contraire se définit par la maîtrise de la société sur ses propres priorités par le biais d'une planification démocratique. Le calcul économique ne disparaît pas mais joue un rôle subordonné, n'est plus qu'un moyen de réaliser au mieux les objectifs résultant du jeu de la démocratie sociale.

Le deuxième aspect que l'on souhaiterait souligner concerne la financiarisation. Michel Husson résume la vision de la finance comme un «parasite» d'un capitalisme et d'entreprises qui, sans elle, fonctionneraient relativement bien. Il montre au contraire que la finance fait partie intégrante du capitalisme contemporain et souligne qu'il faut dépasser la vision «financiariste» de la crise économique et procéder à une analyse globale de ses ressorts. Ce point est essentiel. Il explique notamment, comment malgré les espérances de certains antilibéraux, la profondeur de la crise n'a pas débouché sur le retour à un capitalisme plus régulé.

Henri Wiino

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE  
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com  
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43  
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

DOCUMENTAIRE **Victor Serge vu par Carmen Castillo**

Le documentaire Victor Serge l'insurgé, réalisé par Carmen Castillo, sera diffusé sur France 5, dimanche 25 mars à 22 heures.

Victor Kilbatchiche (Victor Serge), né en 1890 et mort en 1947, est l'une des grandes figures de la lutte révolutionnaire du siècle dernier. Il est proche, dans sa jeunesse, des anarchistes de la bande à Bonnot, notamment de Raymond Callemin (Raymond la Science), il a pour amie l'anarchiste Rirette Maitrejean. Malgré ses protestations, il est condamné par la justice française pour une supposée participation à leurs exploits. Il est curieux de constater que c'est là un destin qui le poursuivra tout au long de sa vie : il sera accusé par les stalinien d'être un traître, puis par des surveillants tatillons d'être en réalité un agent stalinien... Peu de temps avant sa mort, il est même soupçonné d'être gaulliste...

En 1919, il rejoint la révolution russe, travaille pour le Komintern comme journaliste et traducteur, rencontre Gorki, Pierre Naville, Gérard Rosenthal, Nikos Kazantzakis, Panait Istrati. Il désapprouve la répression des marins de Cronstadt. Il rejoint en 1923 l'Opposition de gauche, Trotsky, Radek, Preobajensky, Joffe. Il semble que c'est alors qu'il emploie – pour la première fois – le mot «totalitarisme» pour désigner le stalinisme. En Europe, Victor Serge rencontre Lukacs, Gramsci, et rentre en URSS en 1925. Trotsky est exclu en 1927, lui en 1928. Arrêté en 1933, il fait trois ans de camp à Orenbourg. Il en est libéré en 1936 à la suite d'une



campagne internationale (Gide, Romain Rolland...). Il rejoint Trotsky dans son exil, puis se sépare de lui. Ses nombreux livres et essais sont régulièrement réimprimés (Seuil, La Découverte, Robert Laffont...). Signalons, parmi bien d'autres, les *Mémoires d'un Révolutionnaire* ou le roman *L'Affaire Toulaev*, dans lequel il décrit l'affaire Kirov, un des plus célèbres «procès» stalinien. Carmen Castillo s'est battue contre Pinochet, puis est venue travailler en France ; on se souvient de *Rue Santa Fe*, film où elle raconte son expérience de lutte, qu'elle revit en allant sur place... Dans les contraignantes 55 minutes de l'émission TV, elle nous raconte la vie de Victor Serge, sans

cachier les liens idéologiques qu'elle a avec ce grand révolutionnaire. Une longue interview de Régis Debray contribue à le situer. Les nécessités de la production ont sans doute entraîné une carence : que peut signifier l'engagement de Serge, aujourd'hui, si on parle d'immigrés, de sans-papiers etc. ? Il semble que Carmen Castillo aurait aimé aborder aussi ces questions-là... Mais tel quel, le film est passionnant : que savent les jeunes générations de cette grande figure ? Remercions Carmen Castillo de rallumer le feu du souvenir... incarné aussi par ces images finales du vieux peintre – le fils de Victor Serge.

Paul Louis Thirard



OUI AU DROIT DE MANIFESTER !!!



## Genève : acceptation d'une loi antimanifs

Quand la majorité de ceux qui vont voter décident de renoncer à une partie de leurs droits, l'heure est grave. Comme à Genève où 54 % des votantEs ont approuvé une loi qui anéantit le droit de manifester... Nous publions un article paru dans le journal l'Anticapitaliste, avec l'aimable autorisation de son auteur.

Que les rupins votent en faveur de la loi n'étonnera personne : entre la défense de leurs privilèges et celle du droit de les contester par la rue, les bourgeois ont choisi. Ainsi, c'est dans les arrondissements huppés du centre-ville que la loi antimanifs a fait un tabac : 60 % à Rive, presque 70 % à Malagnou... À l'inverse, des quartiers très populaires comme la Jonction, les Pâquis ou les Acacias la rejettent à 60 voire 65 %, tout comme la commune d'Avully qui recense une forte concentration d'immeubles sociaux, donc de salariéEs.

Il n'y a pas que des rupins à Genève. Sauf que, en dépit des loyers qui flambent, il n'y a pas que des rupins à Genève. Si tous les quartiers ouvriers, populaires, avaient voté comme les Pâquis, la loi scélérate aurait tout simplement été balayée. Et c'est justement là que le bât blesse. Car ce sont les grandes communes suburbaines qui ont fait pencher la balance. Parmi celles-ci, à l'exception de la - très - bobo Carouge, Lancy, Onex et Vernier acceptent la loi Jornot : du bout des lèvres à Vernier - 50,2 % -, très franchement à Onex et Lancy avec des scores de plus de 54 %.

De toute évidence, le refrain sécuritaire entonné par les fauteurs d'insécurité sociale que sont les libéraux et les autres partis bourgeois a trouvé dans ces communes l'écho favorable qu'il n'a pas rencontré dans certains quartiers ouvriers, populaires, de Genève.

Cela résulte de deux facteurs qui se combinent : l'abandon par la gauche du terrain

social dans ces communes et son occupation par le Mouvement des citoyens genevois. Contrairement à une « gauche » toujours plus institutionnelle, ce parti a su investir le terrain en donnant des réponses toutes faites - la « faute » aux frontaliers, aux étrangers, à la gauche - à une souffrance sociale réelle. Dès lors, le discours sécuritaire des libéraux ne pouvait que prendre racine sur un terrain populaire labouré en profondeur depuis des années par l'extrême droite fascisante. À l'inverse, l'activité ancrée dans le terrain d'une association de base comme Survap (« survivre aux Pâquis »), avec ses revendications et exigences fondées sur les besoins fondamentaux de la population du quartier, a rendu crédible le refus de la loi antimanifestations. Parce que les gens ont compris que la manifestation est, justement, un des moyens de leurs revendications, un moyen et un droit qu'elle a défendus, y compris dans l'urne.

En gros, là où les intérêts de la population sont défendus, elle défend ses droits. Par contre, quand les gens sont laissés à eux-mêmes, la « gauche » étant trop prise par la course aux strapontins parlementaires, ils s'en remettent aux fausses certitudes.

### NE PAS DÉSERTER

La victoire dans les urnes donne des ailes à celui qui a conçu cette loi scélérate, l'ancien avocat d'affaires et député libéral Olivier Jornot. Devenu procureur général, c'est lui qui sera appelé à interpréter une loi... qu'il a lui-même conçue.

Grand pourfendeur devant l'Éternel de

l'altermondialisme - pour lui synonyme de manifestations violentes - il pourrait être tenté par une interprétation fortement restrictive de sa loi.

C'est pourquoi, il faut que les forces qui se sont manifestées dans la campagne contre la loi Jornot restent mobilisées. Il faut aussi que les jeunes descendus nombreux dans les rues pour s'opposer à la loi dépassent leur légitime déception après le vote du dimanche 11 mars. Il faudra être encore plus forts, plus mobilisés, pour en combattre l'application. En ce sens, le comité référendaire ne pourra pas se borner à recourir au Tribunal fédéral : il lui faudra se maintenir pour s'opposer pied à pied à l'arbitraire de la loi, contrairement à ce qu'il avait fait l'automne passé lorsque des militantEs - Decarro, Tirefort et votre serviteur - passaient devant les tribunaux pour délit de manifestation.

Plus fondamentalement, il faut gagner la majorité des couches populaires à un discours d'émancipation sociale. Pour cela, il faut une force anticapitaliste qui place les intérêts des gens, des 99 %, devant ses intérêts propres et, surtout, ceux du capital. Car, plus nombreux et engagés, enracinés chez celles et ceux d'en bas, nous aurions pu convaincre beaucoup plus et peut-être gagner. Et posé les bases avant que la situation ne devienne encore plus grave.

Paolo Gilardi

Article publié dans l'Anticapitaliste, n°65 du 15 mars 2012.

MAROC

## Nouveau tournant répressif

Apparemment, le climat de « tolérance » envers les protestations populaires imposé par la tempête révolutionnaire venue d'Orient et le désarroi du régime s'est transformé en climat de répression. Cette « exception marocaine » tant prônée par les « amis » du Roi, signifiait en fait que les revendications et les luttes étaient encore à un stade primaire, et ne constituaient pas une menace directe pour la monarchie qui tentait une répression sélective pour ne pas accélérer la radicalisation et l'explosion sociale. Ce qui lui a permis de conduire aisément son chantier de pseudo-réformes en octroyant une Constitution de sa majesté, en renouvelant le Parlement des dignitaires par des élections biaisées, et en instituant un gouvernement des « barbus » dociles. La combativité du Mouvement du 20 Février, sa continuité de plus d'une année et les protestations populaires larges qu'il a stimulées, n'ont pas forcé le pouvoir à donner de concessions substantielles. Le rapport de forces global reste en faveur du pouvoir qui a ordonné à son gouvernement de « restaurer le prestige de l'État » et « libérer » les places publiques et les rues des sit-in et des marches.

Commence alors une campagne de démolition systématique des constructions pauvres considérées comme « anarchiques » dans les quartiers marginalisés à travers tout le Maroc, avec des interventions barbares, des arrestations et des condamnations. Les diplômés chômeurs sont violemment pourchassés presque quotidiennement dans les rues de toutes les villes. Un état de siège est imposé aux régions comme Taza et Le Rif qui ont connu des révoltes populaires contre l'arbitraire. Les activistes du Mouvement de 20 Février subissent aussi des harcèlements systématiques et une marche syndicale brutalement dispersée à Rabat. Les prisonniers politiques ont entamé des grèves de la faim dans différentes prisons du pays. Le tournant répressif s'est manifesté également par un retour du délit d'atteinte à la sacralité du roi et la restriction de la liberté de la presse.

Cette nouvelle vague de répression témoigne de l'incapacité du régime à satisfaire les revendications sociales et démocratiques du peuple marocain. La marge de l'État se trouve réduite avec le suivi des politiques économiques et sociales néolibérales dictées par les IFI (institutions financières internationales) dans un contexte de crise généralisée du capitalisme.

Le palais est au cœur de l'économie marocaine avec son holding tentaculaire ONA, et les politiques de l'État sont souvent modelées pour favoriser l'épanouissement de ses affaires. Le despotisme a des racines matérielles profondes. Il tire aussi sa légitimité relative d'un système de clientélisme puissant et bénéficie d'un consensus de la part des partis d'opposition libérale institutionnelle, des islamistes modérés et de la bureaucratie syndicale qui entame actuellement une offensive surtout au sein de l'UMT pour chasser les militants de gauche du syndicat. C'est un feu vert au régime pour poursuivre le démantèlement des acquis et mettre les luttes ouvrières à la défensive.

Et justement, c'est dans l'éparpillement des fronts de protestations et l'absence de leur coordination que réside le point faible des mobilisations en cours. Face à un pouvoir central et armé, les luttes n'aboutiront pas sans une accumulation continue d'expériences et la création des ponts solides entre elles. C'est un défi pour la gauche radicale de jouer ce rôle de centralisation et de coordination des différents combats dans une guerre de classe pour conquérir la démocratie et la justice sociale. **Ziyad. Al Mounadil-a, le 19 mars 2012**

## BAHREÏN L'urgence de la solidarité

Certains la croyaient morte, étouffée par une répression féroce. Pourtant l'insurrection au Bahreïn renaît de plus belle, chaque jour ou presque, dans la foulée du grand mouvement déclenché le 14 février 2011. Un mois plus tard, le 14 mars, des troupes du Conseil de coopération du Golfe (CCG) - notamment saoudiennes - étaient intervenues. La foule des protestataires, rassemblée sur la fameuse place de la Perle où des tentes ont été érigées pendant des semaines, fut dispersée. Le célèbre monument de la place a été détruit le 18 mars afin de casser tous les symboles de la contestation.

Pourtant le pouvoir n'est pas parvenu à l'écraser. Malgré des procès à la chaîne contre des manifestantEs, blogueurEs, étudiantEs et des médecins et personnels médicaux ayant commis le « crime » de soigner des protestataires blessés.

Des dizaines de milliers d'habitantEs de ce pays d'une population globale de 1,2 million ont manifesté le 9 mars dernier, dans les environs de Manama. Un photographe Reuters estimait, sur place, que « les participants sont probablement plus de 100 000, ce qui correspondrait à environ un dixième de la population totale ». C'est surtout dans les banlieues et quartiers chiites de Manama que

le mouvement de contestation est ultra-majoritaire. Les chiites forment environ 70 % de la population, mais sont systématiquement désavantagés et discriminés, notamment dans l'accès à l'emploi et à tous les postes de responsabilité. La monarchie des Al-Khalifa privilégie systématiquement la minorité sunnite ou les habitantEs des pays voisins sunnites. Elle accuse le régime iranien de fomenter les protestations, alors que la force d'attraction de ce dernier sur les chiites locaux est extrêmement réduite. En réalité, il s'agit d'un mouvement social et démocratique, bien plus que confessionnel, soutenu par des forces politiques progressistes parmi les sunnites.

Le 10 mars, des heurts massifs ont eu lieu entre des manifestantEs et la police qui utilisait des gaz lacrymogènes. Ils faisaient suite au décès et aux funérailles de Fadhel Mirza, âgé de 22 ans, qui venait de succomber aux blessures que les forces de l'ordre lui avaient infligées le 1<sup>er</sup> mars.

Le 13 mars, d'autres affrontements importants ont éclaté dans les banlieues de Manama. Puis le 15, lors du premier anniversaire de l'évacuation de la place de la Perle, de nouvelles manifestations et des heurts se sont produits à Sitra, Diraz, Malkiya, Saar, Jidhafs,

Tubli et Bilad al-Qadeem. Le 18, les obsèques d'un habitant mort après avoir inhalé du gaz toxique utilisé par la police - Jaafar Jassem Ridha, âgé de 41 ans - ont donné lieu à d'autres heurts, à al-Muqsha, au nord de la capitale.

La censure d'Internet s'est récemment renforcée. L'association Reporters sans frontières a fait passer, dans son rapport sur les censeurs du Net publié le 12 mars dernier, le Bahreïn de la catégorie « pays sous surveillance » à celui d'« ennemi d'Internet ». Les procès continuent, eux aussi. Le 5 mars, six étudiants ont ainsi été condamnés à quinze ans d'emprisonnement. Leur « crime » : avoir résisté à une attaque de nervis prorégime armés sur le campus universitaire le 13 mars 2011.

La résistance ne cesse pas : le 8 février dernier, Abdulhadi Alkhawaja, militant des droits de l'homme, condamné à l'emprisonnement à perpétuité avec six autres militants par un tribunal militaire, a commencé une grève de la faim qui le plonge aujourd'hui dans un état critique. Il y a urgence à nous solidariser avec l'insurrection au Bahreïn.

**Bertold du Ryon**



## Licenciés pour avoir fait grève !

Sur le site d'Arcelor-Mittal Dunkerque, les salariés de la société Main-Sécurité, filiale d'Onet, qui contrôlent les entrées et sorties de l'usine, se mettent en grève après l'échec des négociations salariales, avec le soutien de la CGT. Avec un salaire net de 1 100 euros, pour un travail posté, dans des conditions précaires, avec des week-end et même des nuits, réclamer 80 euros n'est pas un luxe ! Ils organisent des barrages filtrants aux portes de l'usine.

C'est déjà l'entreprise sous-traitante qui entre en lutte sur le site : c'est trop pour Arcelor qui craint la contagion. Pression est mise sur la société pour qu'elle ne cède rien. Pour casser le moral des salariés, à quatre reprises on les invite à négocier... pour proposer zéro augmentation. Le sous-préfet les menace de leur retirer leur agrément (sans lequel ils ne peuvent plus travailler). Et pour bien faire comprendre à tous les travailleurs du site les dangers des revendications et de la lutte, Arcelor et Onet décident de licencier onze grévistes : ils sont « mis à pied à titre conservatoire », c'est-à-dire sans salaire, en attente des « entretiens préalable à licenciement ». Parallèlement, Main-Sécurité embauche neuf CDI : il s'agit bien de remplacer ceux qui ont lutté ! Ce coup bas est permis par une véritable manipulation de la direction d'Arcelor : alors que la tempête paralyse toute la région Nord, qu'il souffle un vent à décorner les bœufs, un huissier vient constater que ces salariés ne sont pas au milieu des voies d'accès pour faire leur travail, mais à l'abri dans le poste de garde, comme à chaque fois que les éléments sont démontés, et comme tous les travailleurs de l'usine.

Ces salariés menacés de licenciement se retrouvent aujourd'hui dans une situation dramatique, sans salaire, alors qu'ils ont charge de famille.

La solidarité s'organise avec le soutien de la CGT et l'appel aux responsables politiques, dont Philippe Poutou, pour empêcher ces licenciements. Car toutes les travailleuses sont concernées : c'est ici la politique patronale qui est à l'œuvre pour augmenter les profits. Après avoir externalisé le maximum de tâches dans les usines, ils accentuent la pression sur les salariés par la précarité et la peur, pour qu'ils se contentent du strict minimum, un salaire de survie. C'est un formidable retour en arrière, les patrons agissent comme si le code du travail n'existait pas, et en particulier le droit de grève.

Correspondant Dunkerque, le 13 mars

## GRÈVE DES FACTEURS DES HAUTS-DE-SEINE Après 64 jours, une défaite pour la direction

L'occupation du siège national du 9 mars et l'intervention des élus aux côtés des grévistes avait permis d'obtenir des négociations. La direction de La Poste des Hauts-de-Seine s'était engagée dans ces négociations à faire intervenir à Nanterre un cabinet d'expertise choisi par le CHSCT qui aurait la possibilité de remettre en cause les suppressions d'emplois. La direction est revenue sur ses promesses en fin de semaine dernière. La réaction ne s'est pas fait attendre : un débrayage massif à Malakoff/Vanves et surtout à Nanterre ont obligé la direction à revoir sa copie et à proposer un protocole qui a été signé lundi dernier. La Poste s'engage à respecter les préconisations du cabinet d'expertise, y compris en termes de créations d'emplois. L'intervention d'un tel cabinet crée un précédent qui va, espérons-le, peser au niveau national.

Les réorganisations des autres bureaux (Malakoff/Vanves, Montrouge, Fontenay) ne seront pas mises en place avant le 15 octobre. Un collègue en CDD de Malakoff/Vanves est titularisé sur site et un collègue qui a enchaîné huit ans de CDD a quant à lui son CDI à Fontenay, sans aucune condition et avec reprise d'ancienneté.

En cumulant la neutralisation des jours de grève obtenue dans le protocole et la caisse de grève, entre 50 et 60% des jours de grève, en fonction des bureaux, sont payés pour les



grévistes ayant fait le conflit de bout en bout. Toutes les revendications des grévistes n'ont pas été satisfaites, mais il s'agit clairement d'une défaite pour la direction qui a cherché quasiment jusqu'au dernier moment à rejeter en bloc leurs revendications.

La stratégie des grévistes a payé. Une fois que Nanterre a démarré le conflit le 16 janvier, et malgré l'envoi par la direction de treize fourgons de CRS, les postiers ont opté pour

une politique d'extension de la grève. Ils ont ainsi pu regrouper un maximum de forces et étendre le conflit.

Au moment même où le nombre de grévistes atteignait son pic, la direction a réussi à semer la zizanie en convaincant une partie des grévistes qu'il fallait négocier de manière séparée, sans les syndicats.

Malgré tout, favorisés par le contexte de discussions sur la souffrance au travail à La Poste, les postiers ont réussi dans les deux dernières semaines du conflit à regrouper un maximum de soutiens autour d'eux (élus locaux et nationaux du PS, Front de Gauche...). Il a aussi fallu frapper fort en visant directement le siège national pour ébranler la direction. Le coup de grâce a été porté quand les grévistes ont surmonté leurs divergences et exigé ensemble que la direction respecte sa parole. Au moment où le PDG de La Poste parle d'« ajustements » concernant les réorganisations, l'issue de la grève dans le 92 est un encouragement à élargir la lutte. Les grévistes du 92 ont acquis une expérience de lutte commune entre bureaux. Ils ont adopté un appel à l'ensemble de leurs collègues postiers à une réunion nationale les 2 et 3 juin pour regrouper les équipes ayant mené ou comptant mener des bagarres contre les réorganisations et pour les salaires.

Correspondant NPA92

## Dans la rue contre l'État raciste et impérialiste

Samedi 17 mars à Paris, un peu plus de 2 000 personnes sont descendues ont participé à la marche anticoloniale et antiraciste organisée par le réseau Sortir du colonialisme et le collectif D'ailleurs nous sommes d'ici. Cette journée de mobilisation nationale, qui a vu l'organisation de plusieurs débats, concerts, manifestations et rassemblements sur le territoire, était la conclusion de la Quinzaine anticoloniale et antiraciste. Cette année, la manif a mis le peuple syrien à l'honneur, lui laissant la tête de cortège à mi-parcours, avant de finir place de la Bastille. Alors que le régime de Bachar al-Assad continue de massacrer son peuple dans l'impunité, il était juste et nécessaire d'opérer cette convergence avec les collectifs et associations syriennes afin d'envoyer un message offensif d'unité et de soutien au peuple syrien, et à travers lui à tous les peuples en lutte pour leur autodétermination.

Kurdes, Tamouls, Palestiniens, sans-papiers, associations, collectifs, partis et syndicats participaient à cette manifestation partie de Barbès, lieu d'autant plus symbolique à la

veille du 50<sup>e</sup> anniversaire des accords d'Évian. Dans une période qui voit se multiplier et se durcir les discours et les mesures racistes, xénophobes et islamophobes, il était important de montrer notre détermination à refuser l'impérialisme de l'État français, que ce soit dans ses anciennes colonies de la Françafrique ou dans ses colonies actuelles que sont les DOM-TOM, mais aussi sa politique intérieure qui perpétue des pratiques héritées de l'âge colonial. Car il existe un lien entre capitalisme, (néo)colonialisme, racisme et violence d'État. Les immigrés, français ou pas, en situation régulière ou pas, pour une grande part issues des anciennes colonies, sont toujours stigmatisés comme un ennemi intérieur et sont sous le coup d'une législation spécifique dont le NPA demande l'abrogation (le Ceseda). De manière concrète, ils continuent d'être surexploités, discriminés, traqués, contrôlés, voire tués, en particulier dans les quartiers populaires. Malgré une affluence assez limitée, la faible dynamique de construction à la base et le trou d'air que provoque l'échéance présidentielle, cette manifestation n'en reste pas moins

une réussite, ne serait-ce qu'au regard de la nécessité de travailler à la convergence et la construction large sur les questions anticoloniales et antiracistes. C'est pourquoi l'année 2013 verra certainement une nouvelle journée de mobilisation.

Les contradictions de la gauche sur ces questions lui imposent de se mettre en question en permanence. Les années 1960 ont montré comment toute une génération, dans un contexte certes différent, s'était radicalisée sur la question coloniale et en avait tiré des conclusions théoriques et pratiques pour les années qui suivirent (organisation des travailleurs immigrés, des sans-papiers, etc). Pour les anticapitalistes, ces questions sont parties prenantes de notre projet internationaliste et de notre travail d'unification de la classe. Il ne s'agit pas de nier les différences nationales, ethniques, religieuses, culturelles mais de combattre leur instrumentalisation pour diviser les travailleuses et de favoriser l'auto-organisation de toutes les opprimées.

Commission antiracisme

## Cadres et victimes

William Pinson est cadre commercial depuis 1995 à Lyon, dans une société familiale de matériel incendie, qu'il a fortement contribué à développer. Sa vie bascule quand le groupe Atalian, leader européen du multiservices pour les entreprises et collectivités locales rachète la petite entreprise florissante. Le groupe Atalian (1 milliard d'euros de chiffre d'affaires, 25 000 salariés) rachète une flopée de petites entreprises et évidemment restructure. La nouvelle filiale constituée, Sécurité protection feu (SPF) propose à William une mutation à Lunel Viel, siège social de toute la zone Sud avec 324 salariés. Il accepte ce qu'on lui présente comme une promotion. Mais c'est pour mieux le licencier ensuite.

En effet, quelques mois après la mutation, le voilà convoqué par ses supérieurs pour une « rupture conventionnelle », qu'il refuse. Il reçoit sa lettre de licenciement pour « faute grave » car il n'a pas réalisé

les objectifs assignés, bien entendu irréalisables. William n'est pas le seul, tous les autres cadres ou directeurs de région, une dizaine, sont licenciés. Il s'agit pour SPF et le groupe Atalian de se débarrasser de cadres expérimentés mais trop coûteux. Toutes les méthodes sont utilisées : harcèlement moral, non-paiement de salaires. Beaucoup craquent, William fait une dépression, Sébastien Alibert, un autre cadre dans la même situation, est au bord du suicide... Dans un courrier de juillet 2010, l'inspection du travail constate « de grandes pressions conduisant indubitablement à une grande souffrance au travail ». Mais ils se battent devant la justice prudhomale. Ils gagnent en référé, mais doivent faire appel à nouveau aux tribunaux pour obtenir leurs indemnités car l'entreprise fait trainer, change de nom, de siège social... William et tous les autres licenciés sont décidés à se battre jusqu'au bout pour faire valoir leurs droits.

J.C Carcenac et Claude Dubois

## La question palestinienne à l'Université

Malgré les pressions et la fermeture de l'Université Paris 8-Saint-Denis, le colloque « Israël, un État d'apartheid ? », s'est maintenu les 27 et 28 février à la Bourse du travail de Saint-Denis sans aucun incident. Plus de 300 personnes sont venues assister aux tables rondes pendant les deux jours de débats. Le fait d'avoir dû déplacer ce rendez-vous à l'extérieur de la faculté a privé les étudiantEs d'exercer leurs droits à la liberté d'expression et au savoir. Malgré la lettre des 500 universitaires contestant la décision de la présidence, les protestations de plusieurs départements de Paris 8 et d'un millier d'étudiants ainsi que les condamnations de l'ensemble des syndicats, le président s'est obstiné à refuser la tenue du colloque. Cette décision est grave et irresponsable. La critique d'Israël deviendrait-elle un tabou universitaire ? Une question légitime qui doit se poser après l'interdiction de conférences sur la question palestinienne à l'EHESS et à l'ENS et la fermeture de Paris 8 les 27 et 28 février et de l'IEP de Lyon le 2 mars : si ce n'est pas à l'université que l'on peut interroger et critiquer la politique d'Israël, où va-t-on les poser ? Par essence, l'université est un lieu d'échanges et de réflexions. Ceci nous amène à un fait : nous sommes aujourd'hui traités comme des immatures à qui on voudrait imposer une idéologie. Une institution publique ne défend plus ses valeurs en se soumettant à des lobbies privés et en

censurant notre propre liberté d'expression.

Tout au long du colloque, la pertinence du concept de l'apartheid appliqué sur le cas israélien a été interrogée, suivie d'une mise en perspective du boycott économique et académique de l'État d'Israël. Dans quelle mesure peut-on parler d'apartheid et comment la politique israélienne exerce son pouvoir ? La notion de spatioicide, évoquée lors du colloque, est un reflet de la politique colonisatrice de captation des terres palestiniennes avec pour but d'exercer un nettoyage ethnique. Autre point évoqué, la légalisation de la discrimination, y compris même en Israël, qui provoque une césure du terme de citoyenneté : l'administration civile et territoriale israélienne mais aussi celle de l'Autorité palestinienne, marque la situation de non-lieux dans l'espace du territoire palestinien.

La campagne BDS sanctionne ces différents procédés politiques précédemment énumérés et bien d'autres violations du droit par Israël. Initiée par la société civile palestinienne en 2005, le boycott est aujourd'hui un moyen de soutenir la cause palestinienne.

Nous allons, malgré la censure, continuer à organiser des projections de films mais aussi des débats comme celui intitulé « Quelle place pour la question palestinienne à l'Université ? » jeudi 29 mars à 18 heures.

Alessandra et Hélène, pour le Collectif Palestine de Paris 8









**Le CAC40 ou le bal des vampires.** Dans un éditorial intitulé « *Le printemps des Bourses* » du journal *les Échos* de lundi 19 mars, on peut lire : « *Séance après séance, les marchés poursuivent leur ascension. Résultat : Paris a bouclé vendredi sa huitième séance de hausse d'affilée et le CAC 40 est sur le point d'effacer la chute vertigineuse du mois d'août 2011. À New York, le rebond est encore plus impressionnant. Les marchés sont désormais à des plus hauts niveaux depuis quatre ans. À croire que la crise est finie.* »

Effacée la baisse de 62 % de début juin à fin octobre 2011, les financiers et autres boursicoteurs et spéculateurs se sont refaits en... faisant les poches des travailleurs et des populations. La récession frappe l'Europe et les profits s'envolent ! La production industrielle stagne mais les profits augmentent. Ils ne viennent pas pour autant de rien, ils viennent d'un transfert de richesse, d'un vol légal, organisé par les États eux-mêmes. Ce vol s'appelle austerité, rigueur, baisse du coût du travail, compétitivité, patriotisme économique, relance... En un mot l'offensive que mènent le patronat, les gros actionnaires et leur État contre le monde du travail et toute la population. Ce vol est la cause même de la crise. D'un côté, des profits sans cesse croissants qui se nourrissent, en parasites du travail humain, par l'exploitation sans cesse accrue du plus grand nombre. Bulle spéculative d'un côté, misère, pauvreté, recul

social de l'autre. La contradiction entre les deux, leur opposition s'accroissent en permanence jusqu'au krach, à la crise bancaire, la récession. Et les États, les Banques centrales sont là pour entretenir, sauvegarder cette folle machine à détruire au prix d'un approfondissement de la crise. À l'origine de la hausse boursière, il y a la générosité de la BCE qui a donné en deux fois, en décembre et en février, plus de 1 000 Mds d'euros aux banques européennes. Donné est bien le mot, puisqu'elle leur a ouvert sans limite ses guichets pour des prêts à 1 % ! Ces milliards, ce sont les peuples qui devraient les payer. Il y a urgence à mettre un terme à ce parasitisme de la finance.

#### Suicides, les inspecteurs du travail ne désarment pas.

Le 15 mars 2012, les agents du ministère du Travail (inspection du travail et services de l'emploi) se sont de nouveau mobilisés, à l'appel de l'intersyndicale CGT-SUD-FSU-FO. Cette nouvelle mobilisation fait suite à la journée du 7 février, organisée après le suicide de Romain Lecoustre, inspecteur du travail du Nord-Pas-de-Calais, intervenu huit mois après celui de Luc Béal-Rainaldy (voir *Tout est à nous !* n° 136). 400 agents, venus de plusieurs régions, se sont réunis à Paris en assemblée générale le matin à la Bourse du travail et ont manifesté l'après-midi jusqu'au ministère, rue de Grenelle. Une délégation a été reçue par un

social de l'autre. La contradiction entre les deux, leur opposition s'accroissent en permanence jusqu'au krach, à la crise bancaire, la récession. Et les États, les Banques centrales sont là pour entretenir, sauvegarder cette folle machine à détruire au prix d'un approfondissement de la crise. À l'origine de la hausse boursière, il y a la générosité de la BCE qui a donné en deux fois, en décembre et en février, plus de 1 000 Mds d'euros aux banques européennes. Donné est bien le mot, puisqu'elle leur a ouvert sans limite ses guichets pour des prêts à 1 % ! Ces milliards, ce sont les peuples qui devraient les payer. Il y a urgence à mettre un terme à ce parasitisme de la finance.

social de l'autre. La contradiction entre les deux, leur opposition s'accroissent en permanence jusqu'au krach, à la crise bancaire, la récession. Et les États, les Banques centrales sont là pour entretenir, sauvegarder cette folle machine à détruire au prix d'un approfondissement de la crise. À l'origine de la hausse boursière, il y a la générosité de la BCE qui a donné en deux fois, en décembre et en février, plus de 1 000 Mds d'euros aux banques européennes. Donné est bien le mot, puisqu'elle leur a ouvert sans limite ses guichets pour des prêts à 1 % ! Ces milliards, ce sont les peuples qui devraient les payer. Il y a urgence à mettre un terme à ce parasitisme de la finance.

social de l'autre. La contradiction entre les deux, leur opposition s'accroissent en permanence jusqu'au krach, à la crise bancaire, la récession. Et les États, les Banques centrales sont là pour entretenir, sauvegarder cette folle machine à détruire au prix d'un approfondissement de la crise. À l'origine de la hausse boursière, il y a la générosité de la BCE qui a donné en deux fois, en décembre et en février, plus de 1 000 Mds d'euros aux banques européennes. Donné est bien le mot, puisqu'elle leur a ouvert sans limite ses guichets pour des prêts à 1 % ! Ces milliards, ce sont les peuples qui devraient les payer. Il y a urgence à mettre un terme à ce parasitisme de la finance.

mêmes attaques et aux mêmes conséquences. L'organisation d'états généraux des services, permettant de faire ce lien, est la perspective que défendent les militants du NPA dans les syndicats où ils sont actifs.

#### TSCG : les choses se précisent.

*Tout est à nous !* s'est fait l'écho de l'immense danger que représente le traité de stabilité monétaire récemment signé par la quasi-totalité des pays membres de l'Union européenne. On sait qu'à ce propos, Hollande se prononçait pour une « renégociation », se gardant bien de dire sur quoi et ce qu'il ferait s'il n'était pas écouté... Désormais les choses se précisent. Une réunion de leaders socialistes européens s'est tenue samedi 17 à Paris. À cette occasion, S. Gabriel, le dirigeant du SPD (Allemagne) a estimé que le TSCG « doit être complété par une réelle initiative européenne en faveur de la croissance et de l'emploi ». Il ne s'agirait donc même plus d'amender le traité, mais de le compléter par un texte formel et qui n'engage à rien sur le fond mais permette à Hollande de garder la face. Gageons que si Hollande est élu, Merkel, Monti et les autres utiliseront cette voie pour sortir de l'impasse. Plus que jamais, la mobilisation de tous pour le rejet du TSCG est indispensable et urgente !

#### Arcelor Florange : « travailler plus pour gazer plus » ?

Jeudi 15 mars, Sarkozy a préféré se tenir à distance des sidérurgistes d'Arcelor Florange venus à son QG de campagne pour expliquer la situation du site et présenter des propositions pour sa sauvegarde. Filant discrètement quelques minutes avant l'arrivée des sidérurgistes, le président de « ceux qui se lèvent tôt » avait laissé des consignes claires aux forces de « l'ordre » : ne pas les laisser simplement défilé devant le QG, refuser l'accrochage de la banderole « *Oui à l'acier lorrain* » sur la Tour Eiffel, bâtie avec de l'acier lorrain. Gazage, bousculades, coups de matraque sont les outils du dialogue social à la Sarkozy. Plus encore, le président s'est permis de dénoncer les organisations syndicales « politisées » qui, selon lui, devraient défendre les intérêts des salariés plutôt que de s'attaquer à sa politique. Si la surprise et la colère des sidérurgistes étaient à la hauteur du mépris présidentiel, leur détermination n'en était que renforcée. Ils se sont engagés à revenir, plus nombreux, plus déterminés. Mais auparavant, c'est jeudi 22 mars à Florange que les salariéEs de l'ensemble de la filière sidérurgique devaient se retrouver dans une grande manifestation depuis la mairie de Florange au siège du groupe. Les syndicalistes avaient promis de faire de Florange « *le cauchemar du gouvernement* » si les deux hauts-fourneaux de l'aciérie n'étaient pas remis rapidement en route. Un défi qui doit devenir celui de tous.

#### Salaires Renault : amplifier la mobilisation.

Jeudi 15 mars près d'un millier de salariéEs des différents sites d'ingénierie de Renault se sont retrouvés au Technocentre de Guyancourt pour rappeler à la direction que la bataille

sur les salaires n'était pas terminée. 170 du centre technique de Lardy et une cinquantaine de celui de Rueil ont retrouvé plusieurs centaines de salariéEs du Technocentre. Rien d'évident dans cette mobilisation de travailleurEs dont beaucoup sont des technicienNEs très qualifiéEs, des ingénierEs, catégories peu habituées aux mobilisations. C'est justement l'intérêt de ce genre d'initiative qui permet des discussions et des mises communs entre toutes les catégories de salariéEs. Casse-croûtes et prises de paroles des différents sites, syndicats et statuts, se sont déroulés sous un beau soleil propre à renforcer le moral.

Après un dernier défilé et un retentissant « *tous ensemble à Boulogne* » les manifestantEs se sont donné rendez-vous pour le rassemblement national du 21 mars au siège de Boulogne-Billancourt. Un tous ensemble national indispensable pour faire avancer nos revendications : 10 % d'augmentation pour tous avec 300 euros minimum, promotions et augmentations individuelles pour tous en avril (au lieu de juillet pour les cadres), 13<sup>e</sup> mois, revalorisation des grilles de salaire.

#### Les éboueurs du Grand Lyon en grève contre la privatisation.

Depuis le 12 mars, une grande majorité des éboueurs municipaux sont en grève pour conserver la collecte des ordures ménagères dans la régie municipale et améliorer leurs conditions de travail particulièrement pénibles, avec un travail six jours sur sept. Les groupes Sita-Suez et Veolia ramassent déjà les ordures ménagères des villes autour de Lyon, ce qui représente la moitié de la collecte sur le Grand Lyon. En 2011, l'UFC-Que Choisir notait « *en moyenne des coûts de collecte à la tonne supérieurs de 12 % quand la prestation est assurée par une société privée par rapport à une organisation en régie* ». Pourtant à Lyon, quand les bacs sont sortis des immeubles puis remis en place, la régie municipale du Grand Lyon emploie quatre agents par camion (en plus du chauffeur) alors que Sita n'en utilise que deux ! Le projet de Collob, sénateur-maire PS, est de donner au privé le centre-ville plus juteux, car le service est payé à la tonne collectée avec peu de perte de temps en déplacements. Et d'envoyer les éboueurs municipaux faire les kilomètres en périphérie ! Pour confier demain la totalité des déchets à ces entreprises du CAC40, au nom d'un coût plus faible ? Tous les syndicats sont dans la grève et appellent la population à signer une pétition de soutien pour le maintien de la collecte des ordures ménagères dans le cadre de la régie municipale. L'enjeu est d'importance, pour les éboueurs, mais aussi pour que les habitantEs ne voient pas grimper la taxe qu'ils payent pour cette collecte. Surtout qu'une campagne est en cours pour obtenir la remunicipalisation de la distribution de l'eau. Bienvenue aussi à la solidarité sur les piquets de grève à Lyon Gerland et Villeurbanne !

## 572 PARRAINAGES au Conseil constitutionnel



Vendredi 16 mars, Philippe Poutou a déposé les derniers parrainages au Conseil constitutionnel devant une horde de médias. 572, c'est le nombre de formulaires obtenus après un travail de plus de huit mois. Philippe a exprimé sa fierté que nous ayons réussi à franchir ce « premier tour » alors que deux anciens ministres de droite, Villepin et Lepage ont échoué. Bravo pour le long et dur travail militant qui a permis cette réussite. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
Rédaction : 01 48 70 42 27  
Diffusion : 01 48 70 42 31  
Administration : 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex  
Mail : redaction@npa2009.org  
Numéro ISSN : 1969-8178  
Commission paritaire : 0414 P 11508  
Tirage : 6 500 exemplaires  
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)  
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
Gérant et directeur de publication :  
François Coustal  
Impression :  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®